
Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2005-2006

29 MARS 2006

5^e Session d'hiver de l'Assemblée
Parlementaire de l'OSCE

Vienne, 23-24 février 2006

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA DÉLÉGATION BELGE
À L'AP-OSCE
PAR
MME **LIZIN** (S) ET
M. DE **CREM** (Ch)

La session d'hiver de l'AP OSCE a été organisée cette année pour la cinquième fois les 23 et 24 février 2006 à Vienne.

Cette session d'hiver poursuivait trois objectifs :

— mettre en place une interaction sans entrave avec le bras gouvernemental de l'OSCE (le président en exercice, le représentant permanent de la présidence, de hauts représentants responsables de la liberté de la presse, des minorités, de toutes les questions liées au « gender », le secrétaire général de l'OSCE, les coordinateurs);

— assurer le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE lors de ses séances plénières;

— préparer des rapports en vue de la séance plénière annuelle de juillet.

La délégation belge était emmenée par Mme Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat, et se composait par ailleurs des députés Pieter De Crem (CD&V), F.-X. de Donnea (MR) et Guy Hove (VLD) ainsi que du

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2005-2006

29 MAART 2006

5^e Wintervergadering van de Parlementaire
Assemblee van de OVSE

Wenen, 23-24 februari 2006

VERSLAG

NAMENS DE BELGISCHE DELEGATIE
BIJ DE PA-OVSE
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **LIZIN** (S) EN
DE HEER DE **CREM** (K)

De wintervergadering van de PA OVSE werd dit jaar voor de vijfde keer georganiseerd op 23 en 24 februari 2006 te Wenen.

De wintersessie beoogt :

— Een vlotte interactie met de gouvernementele arm van de OVSE (de Chairman-in-office, de permanente vertegenwoordiger van het voorzitterschap, hoge vertegenwoordigers voor resp. de persvrijheid, de minderheden, de gender-issues, de secretaris-generaal van de OVSE, de coördinatoren);

— De opvolging van de verklaringen aangenomen door de PA OVSE tijdens de plenaire vergaderingen;

— De voorbereiding van de rapporten voor de jaarlijkse plenaire vergadering van juli.

De Belgische delegatie werd geleid door mevrouw Anne-Marie Lizin, voorzitter van de Senaat, en bestond verder uit de Kamerleden Pieter De Crem (CD&V) en F-X de Donnea (MR), Guy Hove (VLD)

sénateur Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit). Le député Stef Goris (VLD) a participé à la session d'hiver en tant qu'observateur de l'assemblée de l'UEO;

Préalablement aux réunions de la session d'hiver de l'AP OSCE, la délégation a eu, le 22 février 2006, une réunion de travail avec l'ambassadeur de Crombrughe, représentant permanent de la Belgique auprès de l'OSCE, qui, accompagné de ses collaborateurs, a présenté un briefing sur les développements actuels au sein de l'OSCE et les points méritant une attention particulière de la présidence belge de l'OSCE.

A. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (24 février 2005)

Cette commission se compose du président, des vice-présidents, du trésorier et des membres des bureaux des 3 commissions générales, ainsi que des présidents des délégations nationales auprès de l'AP OSCE.

Après une allocution de bienvenue de M. Andreas Kohl, président du Conseil national autrichien, le président Hastings évoqua brièvement les déplacements effectués récemment dans le cadre de sa présidence à savoir sa visite au Kazakhstan et le discours qu'il prononça à L'Université eurasienne d'Astana; ses visites en Ouzbékistan, Géorgie et Arménie ainsi que sa présence avec une délégation de l'AP OSCE à la Conférence ministérielle de l'OSCE à Ljubljana. Le président évoqua ensuite les thèmes de son récent entretien avec Mme Rice: suivi de la session de Washington, priorités de l'AP OSCE, missions d'observation des élections et visite du camp de détention de Guantanamo par le représentant spécial, Mme Anne-Marie Lizin le 3 mars 2006. M. Hastings informa aussi la Commission permanente de sa récente visite au Parlement fédéral belge avec lequel fut signée la convention en vue de l'organisation de la prochaine session d'été de l'Assemblée qui se tiendra à Bruxelles du 2 au 7 juillet 2006.

Le Trésorier M. Grafstein, présenta son rapport qui est intégralement repris sur le site de l'Assemblée (www.oscepa.org). Les réserves budgétaires sont désormais presque équivalentes aux ressources d'une année budgétaire. M. Grafstein souligna que l'enveloppe budgétaire a bien été respectée et ce, pour la troisième année consécutive. La firme KPMG a effectué un audit, passant en revue toutes les dépenses et son rapport est positif. Le Trésorier remercia le gouvernement autrichien qui met à disposition de l'AP OSCE, les locaux nécessaires au bon fonctionnement bon fonctionnement du Bureau de Vienne dirigé par l'ambassadeur Andreas Nothelle. Il adressa également

en senator Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit). Kamerlid Stef Goris (VLD) nam aan de wintersessie deel als waarnemer van de WEU-assembly.

Voorafgaand aan de vergaderingen van de wintersessie van de PA OVSE, had de delegatie op 22 februari 2006 een werkvergadering met Ambassadeur de Crombrughe, permanent vertegenwoordiger van België bij de OVSE, die samen met zijn medewerkers, een briefing gaf over de actuele ontwikkelingen in de OVSE en de aandachtspunten van het Belgisch voorzitterschap van de OVSE.

A. Vergadering van de Vaste Commissie van de PA-OVSE (24 februari 2005)

Deze commissie bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters, de penningmeester en de leden van het Bureau van de drie algemene commissies van de PA-OVSE, alsook de voorzitters van de nationale delegaties bij de PA-OVSE.

Na een welkomstwoord van de heer Andreas Kohl, voorzitter van de Oostenrijkse Nationalrat, overloopt voorzitter Hastings kort de reizen die hij recentelijk in het kader van zijn voorzitterschap heeft gemaakt. Zo bezocht hij Kazachstan, waar hij sprak voor de Euro-Aziatische universiteit van Astana, evenals Oezbekistan, Georgië en Armenië, en was hij met een delegatie van de PA-OVSE ook aanwezig op de ministerconferentie van de OVSE in Ljubljana. De voorzitter vermeldt vervolgens de punten die aan bod zijn gekomen tijdens zijn laatste ontmoeting met mevrouw Rice: de follow-up van de zitting van Washington, de prioriteiten van de PA-OVSE, de verkiezingswaarnemingsopdrachten en het bezoek van Bijzonder gezant mevrouw Anne-Marie Lizin aan het gevangenkamp van Guantánamo op 3 maart 2006. De heer Hastings wijst de Vaste Commissie ook op zijn recente bezoek aan het Belgisch federaal Parlement, waarmee een overeenkomst werd ondertekend in verband met de organisatie van de volgende zomerzitting van de Assemblée, die van 2 tot 7 juli 2006 zal plaatsvinden in Brussel.

De penningmeester, de heer Grafstein, legt zijn verslag voor, dat integraal beschikbaar is op de website van de Assemblée (www.oscepa.org). De begrotingsreserves liggen intussen bijna op gelijke hoogte met de middelen van een begrotingsjaar. De heer Grafstein wijst erop dat de uitgetrokken middelen voor het derde jaar op rij goed in acht zijn genomen. De firma KPMG heeft tijdens een audit alle uitgaven onderzocht en een positief rapport uitgebracht. De penningmeester dankt de Oostenrijkse regering, die de PA-OVSE de nodige ruimte levert voor de goede werking van het Weense bureau onder leiding van ambassadeur Andreas Nothelle. Zijn dank gaat ook uit

des remerciements au parlement danois qui met quant à lui des locaux à la disposition du Secrétariat international.

M. Spencer Oliver présente ensuite son rapport d'activités. Il est à noter que ce rapport est également intégralement repris sur le site de l'Assemblée (www.oscepa.org). Après avoir souligné l'efficacité du personnel du secrétariat international et avoir remercié l'ambassadeur Nothelle pour son bulletin d'information hebdomadaire, le secrétaire général mit, comme à l'accoutumée, l'accent sur les missions d'observation des élections (un document récapitulatif de toutes les missions d'observation réalisées par l'Assemblée depuis sa création fut distribué à tous pendant la session de Vienne).

Un long débat s'ensuivit sur les missions d'observation des élections. M. Bruce George qui a mené la mission d'observation au Kazakhstan dit regretter, qu'en dépit de réelles améliorations, ce pays ne soit néanmoins pas encore parvenu à se conformer aux normes de l'OSCE. Il déplora les mesures d'intimidation prises à l'encontre de l'opposition et l'absence de possibilité pour cette dernière de s'exprimer.

M. George ajouta que les critiques émises à l'encontre du BIDDH et de l'AP OSCE visaient à empêcher ces deux institutions d'effectuer leurs missions d'observation. Pour lui, il est inacceptable de discréditer le BIDDH et l'AP OSCE pour saper leur rôle dans les missions d'observation.

Le député François-Xavier de Donnea souligna la nécessité d'intégrer des parlementaires bien plus tôt dans le processus d'observation. M. de Donnea estime qu'il est souhaitable que les parlementaires participent aux missions pré-électorales car de nombreuses fraudes se déroulent en cette période (campagnes, financement, enregistrement des électeurs). Si le travail des techniciens du BIDDH est indispensable, celui des parlementaires est essentiel car il permet d'exercer une pression politique. Par ailleurs, pour M. de Donnea, le suivi des élections qui permet des initiatives visant à améliorer le processus électoral pourrait aussi être encadré par des parlementaires.

Le président Hastings a des doutes quant à la faisabilité de ces propositions car il lui semble difficile que des parlementaires puissent se rendre disponibles pendant deux à trois semaines pour des missions d'observation.

M. Kessler (Italie) a suggéré que la Commission permanente consacre une de ses réunions à l'examen de propositions relatives aux missions d'observations des élections qui représentent selon lui l'activité la plus importante de l'AP OSCE.

naar het Deense parlement, dat de lokalen verschaft waarover het internationaal secretariaat kan beschikken.

De heer Spencer Oliver stelt vervolgens zijn activiteitenverslag voor. Ook dit verslag is integraal terug te vinden op de website van de Assemblée (www.oscepa.org). Hij wijst eerst en vooral op de efficiëntie van het personeel van het internationaal secretariaat en bedankt ambassadeur Nothelle voor zijn wekelijkse nieuwsbrief. Vervolgens gaat hij zoals gewoonlijk dieper in op de verkiezingswaarnemingsopdrachten (tijdens de zitting van Wenen werd een overzicht uitgedeeld van alle waarnemingsopdrachten die de Assemblée sinds haar oprichting heeft uitgevoerd).

Nadien volgt een uitvoerig debat over de verkiezingswaarnemingsopdrachten. Volgens de heer Bruce George, die de leiding had over de waarnemingsopdracht in Kazachstan, is het jammer dat dit land, ondanks de kennelijke verbeteringen, de normen van de OVSE nog steeds niet volledig naleeft. Hij betreurt het feit dat de oppositie werd geïntimideerd en dat diezelfde oppositie niet de kans kreeg haar stem te laten horen.

De heer George voegt eraan toe dat de kritiek op het ODIHR en de PA-OVSE tot doel had beide instellingen te belemmeren in hun waarnemingsopdrachten. Voor hem is het onaanvaardbaar dat de ODIHR en de PA-OVSE in diskrediet worden gebracht en dat op die manier hun rol in de waarnemingsopdrachten wordt ondermijnd.

Kamerlid François-Xavier de Donnea wijst op de noodzaak om parlementsleden aanzienlijk vroeger te betrekken bij de waarnemingen. Volgens de heer de Donnea dienen parlementsleden ook deel te nemen aan de opdrachten die aan de verkiezingen voorafgaan, omdat precies dan heel wat fraude wordt gepleegd (campagnes, financiering, registratie van de kiezers). Ook al is het werk van de specialisten van het ODIHR onmisbaar, dat van de parlementsleden is zonder meer cruciaal, omdat het ook politieke druk mogelijk maakt. De heer de Donnea is overigens van mening dat de follow-up van de verkiezingen, die kan leiden tot initiatieven ter verbetering van het verkiezingsproces, ook in handen van parlementsleden kan worden gegeven.

Voorzitter Hastings twijfelt aan de haalbaarheid van deze voorstellen, want volgens hem kunnen parlementsleden zich moeilijk twee tot drie weken vrijmaken voor een waarnemingsopdracht.

De heer Kessler (Italië) stelt voor dat de Vaste Commissie zich tijdens een van haar vergaderingen zou buigen over de voorstellen in verband met de verkiezingswaarnemingsopdrachten, die volgens hem toch de belangrijkste activiteit van de PA-OVSE zijn.

M. Weisskirchen (Allemagne) a insisté pour que tous les États participants de l'OSCE autorisent des missions d'observation de leurs élections.

Après de brefs rapports des présidents des comités *ad hoc* et des représentants spéciaux, la commission s'est longuement penchée sur les propositions du groupe de travail présidé par le député Pieter De Crem, sur les modifications à apporter au règlement de l'AP OSCE.

M. Pieter De Crem a présenté, en tant que président de la sous-commission du règlement de procédure de l'AP OSCE, les amendements au règlement de procédure au sujet desquels un consensus s'était dégagé en sous-commission. Ces amendements concernent, outre des règles à usage interne, des règles relatives au droit de poser des questions écrites à la présidence de l'OSCE, des règles concernant le suivi des résolutions de l'AP OSCE par les vice-présidents des 3 commissions permanentes et la procédure relative à la nomination d'un secrétaire général de l'AP OSCE.

La proposition du président de l'AP OSCE, Alcee Hastings, de voter de manière globale sur les amendements s'est heurtée à une certaine opposition. Une série de délégations ont estimé qu'une discussion par article des amendements devait avoir lieu au cours de la réunion de la commission permanente. Les États membres méditerranéens de l'OSCE et l'ancien président de l'AP OSCE, M. Bruce George, ont en outre considéré qu'une référence explicite au forum méditerranéen au cours de la session d'automne devait être reprise dans le règlement de procédure, tandis que d'autres délégations ont fait observer que les dispositions concernant le mandat du secrétaire général de l'AP OSCE devaient être affinées.

Les amendements au règlement de procédure seront examinés au cours d'une réunion distincte de la sous-commission et à nouveau soumis à la commission permanente au cours de la session d'été à Bruxelles.

Le président Hastings a rappelé les futures activités de l'AP OSCE: le Bureau élargi du 24 avril à Copenhague, la session annuelle 2 au 7 juillet à Bruxelles, le Forum d'automne à Malte (date à confirmer), la Conférence sub-régionale à Andorre au printemps 2007 et session annuelle de juillet 2007 à Kiev.

Avant de clôturer la séance, le président céda la parole au député François-Xavier de Donnea qui présenta les grandes lignes du programme de la session d'été de Bruxelles qui se tiendra dans les locaux du Parlement européen à savoir: réception d'ouverture le 3 juillet dans les serres du Palais royal de Laeken en présence de S.M. le Roi Albert II, excursion à Bruges le 4 juillet suivie d'un dîner au Kuursaal d'Ostende, soirée culinaire au Parlement

De heer Weisskirchen (Duitsland) dringt erop aan dat alle lidstaten van de OVSE bij hun verkiezingen waarnemingsmissies zouden toelaten.

Na korte verslagen van de voorzitters van de ad-hoccommissies en de Bijzondere gezanten bestudeert de commissie lange tijd de voorstellen van de werkgroep onder leiding van Kamerlid Pieter De Crem, in verband met de wijzigingen die zouden worden aangebracht aan het reglement van de PA-OVSE.

De heer Pieter De Crem stelde als voorzitter van de subcommissie van het Procedurereglement van de PA OVSE de amendementen op het procedurereglement voor waarover de subcommissie eensgezindheid had bereikt. Deze amendementen betreffen naast regels voor intern gebruik, eveneens regels in verband met het schriftelijk vragenrecht aan het OVSE-voorzitterschap, regels aangaande de follow-up van de resoluties van de PA OVSE door de vice-voorzitters van de 3 vaste commissies en de procedure aangaande de aanstelling van een secretaris-generaal van de PA OVSE.

Het voorstel van de voorzitter van de PA OVSE, Alcee Hastings, om over de amendementen globaal te stemmen, botste op verzet. Een aantal delegaties meende dat een artikelsgewijze bespreking van de amendementen moest plaatsvinden in de vergadering van de permanente commissie. De Mediterrane OVSE-lidstaten en voormalig PA OVSE-voorzitter, de heer Bruce George, waren bovendien van oordeel dat een expliciete verwijzing naar het Mediterrane forum tijdens de herfstzitting moest worden opgenomen in het procedurereglement, terwijl andere delegaties opmerkten dat de bepalingen omtrent het mandaat van de secretaris-generaal van de PA OVSE moesten worden verfijnd.

De amendementen op het procedurereglement zullen tijdens een afzonderlijke vergadering van de subcommissie worden besproken en opnieuw worden voorgelegd aan de permanente commissie tijdens de zomerzitting te Brussel.

Voorzitter Hastings herinnert ook aan de toekomstige activiteiten van de PA-OVSE: het uitgebreid Bureau van 24 april in Kopenhagen, de jaarlijkse zitting van 2 tot 7 juli in Brussel, het Herfstforum op Malta (datum wordt later bevestigd), de subregionale conferentie in Andorra in het voorjaar van 2007 en de jaarlijkse zitting in juli 2007 in Kiev.

Alvorens de zitting te sluiten, geeft de voorzitter het woord aan Kamerlid François-Xavier de Donnea, die de grote lijnen toelicht van het programma van de zomerzitting in Brussel, in de gebouwen van het Europees Parlement: openingsreceptie op 3 juli in de serres van het koninklijk paleis van Laken in bijzijn van Z.M. koning Albert II, uitstap naar Brugge op 4 juli, gevolgd door een avondmaal in het kursaal van Oostende, gastronomische avond in het Belgisch

fédéral belge le 5 juillet (chaque ambassade des États participants de l'OSCE disposera d'un stand où elle proposera des spécialités culinaires de son pays et distribuera des brochures sur les curiosités touristiques), soirée réservée aux ambassades le 6 juillet et réunion des secrétaires de délégations le 2 juillet (soir de l'arrivée). M. de Donnea ajouta que le programme des accompagnants était en cours d'élaboration et qu'il serait notamment axé sur l'Art nouveau à Bruxelles.

B. Réunion des commissions générales de l'AP OSCE

Exposé introductif

Après le mot de bienvenue de M. Hastings, président de l'AP OSCE, M. Karel de Gucht, « *Chairman-in-office* » et ministre belge des Affaires étrangères, est venu exposer les priorités et le plan d'action de la présidence belge. Il a évoqué les résultats de la réunion ministérielle de Ljubljana, qui, après une année de doute et de crise, a posé les fondements de la poursuite d'une coopération durable.

Le programme de la présidence belge rejoint en de nombreux points la déclaration adoptée par l'Assemblée parlementaire lors de la session d'été de Washington. La présidence mettra l'accent sur la sécurité, les réformes institutionnelles, la coopération en matière d'économie et d'environnement, le transport, la lutte contre la criminalité organisée, ainsi que sur la dimension humaine, qui inclut la tolérance et la liberté d'expression. Les réalisations pourront faire l'objet d'une évaluation intermédiaire lors de la session d'été qui se tiendra à Bruxelles.

Le ministre a demandé que l'on soit plus attentif à la dimension sécuritaire de l'OSCE. En effet, le blocage de la ratification du nouveau traité CFE a montré l'impossibilité de poursuivre le dialogue relatif aux aspects sécuritaires traditionnels et à la réponse à apporter aux nouvelles menaces. Le ministre espère que le séminaire sur les doctrines militaires, qui s'est tenu récemment à Vienne, permettra d'alimenter le débat sur la sécurité et contribuera à la reprise d'un processus de maîtrise des armes et de programmes de CSBM adaptés au nouvel environnement.

M. De Gucht a souligné que la crédibilité de l'OSCE est liée à son pouvoir de trouver des solutions pour les zones de conflits « gelées », qui constituent une menace pour la stabilité. Il a indiqué qu'il y avait des perspectives pour un certain nombre de zones de conflit (Nagorno-Karabach, Ossétie du Sud, Transnistrie), mais que la concrétisation de ces solutions prendra du temps. La stagnation n'est pas une solution et sape les fondements de l'OSCE : justice, État de

Federaal Parlement op 5 juli (waarbij elke ambassade van de lidstaten van de OVSE zal beschikken over een stand met culinaire specialiteiten van het land en brochures over de toeristische bezienswaardigheden), avondbijeenkomst voor de ambassades op 6 juli en vergadering van de delegatiesecretarissen op 2 juli (avond van aankomst). De heer de Donnea voegt eraan toe dat het programma voor de partners nog in voorbereiding is en dat het zich zal toespitsen op de art nouveau in Brussel.

B. Vergadering van de algemene commissies van de PA OVSE

Inleidende uiteenzetting

Na het welkomstwoord van PA OVSE-Voorzitter Hastings, kwam de heer Karel de Gucht, « *Chairman-in-office* » en de Belgische minister van Buitenlandse Zaken, de prioriteiten en het actieplan van het Belgische voorzitterschap uiteenzetten. Hij verwees naar de resultaten van de ministeriële vergadering van Ljubljana waar, na een jaar van twijfels en crisis, de basis werd gelegd voor een verdere duurzame samenwerking.

Het programma van het Belgische voorzitterschap stemt in ruime mate overeen met de verklaring die de Parlementaire Assemblée aannam tijdens de zomerezitting in Washington. Het voorzitterschap zal aandacht hebben voor veiligheid, institutionele hervormingen, samenwerking inzake economie en milieu, vervoer, de strijd tegen de georganiseerde misdaad, en de humane dimensie, met inbegrip van tolerantie en de vrijheid van meningsuiting. Tijdens de zomerezitting in Brussel zal een tussentijdse evaluatie van de realisaties kunnen worden opgesteld.

De minister pleitte voor meer aandacht voor de veiligheidsdimensie van de OVSE. Na de blokkering van de ratificatie van het nieuwe CFE-verdrag stelde men immers vast dat de dialoog over traditionele veiligheidsaspecten en over de aanpak van de nieuwe dreigingen onmogelijk werd. De minister hoopt dat het seminarie over militaire doctrines dat onlangs in Wenen plaatsvond, zal bijdragen tot het debat over de veiligheid en tot de hervatting van een wapenbeheersingsproces en CSBM-programma's die aangepast zijn aan de nieuwe omgeving.

De heer De Gucht beklemtoonde dat de geloofwaardigheid van de OVSE samenhangt met haar vermogen om oplossingen te vinden voor de « bevroren » conflictzones, die een bedreiging voor de stabiliteit vormen. Hij wees erop dat er in een aantal conflictzones wel perspectieven zijn (Nagorno-Karabach, Zuid-Ossetië, Transnistrië), maar dat het lang duurt om ze concreet vorm te geven. Stagnatie is geen oplossing en ondermijnt de grondslagen van de

droit, développement économique et principe de bonne administration.

Le président en exercice a souligné qu'il fallait mettre un terme à la controverse sur les missions d'observation d'élection. Le Conseil ministériel de Ljubljana a décidé d'analyser le mode de fonctionnement du BIDDH et des missions d'observation d'élection, en vue de permettre au Conseil de décembre 2006 de dégager des conclusions opérationnelles et communes. Le ministre souhaite accroître la transparence des observations et améliorer la collaboration entre le BIDDH et les institutions parlementaires. L'objectif ne peut être d'envoyer moins de missions d'observation mais bien d'en envoyer plus — peu importe que ce soit à l'est ou à l'ouest de Vienne — et d'organiser une plus grande assistance aux élections. L'observation d'élection est une préoccupation collective de l'OSCE et pas un instrument reposant dans des mains sélectives. Lors des élections en Biélorussie et en Ukraine, des observateurs de la présidence de l'OSCE observeront les observateurs électoraux (un « monitoring du monitoring »).

La présidence s'emploiera à faire aboutir le processus de réforme de l'OSCE, conformément à la décision prise à Ljubljana. L'OSCE doit être une organisation dynamique tournée vers l'avenir et non vers le passé. M. de Gucht s'est déclaré prêt à rendre publics, par le biais du site Internet, les rapports d'audit en ce qui concerne l'examen des comptes de l'OSCE et a fait observer que les parlementaires de l'AP OSCE pouvaient, eux aussi, apporter leur contribution à ce processus de réforme et a suggéré des sessions thématiques des parlementaires avec la présidence de l'OSCE.

1. Commission des Affaires politiques (président, M. Lennmarker — Suède)

M. Wolfgang Grossruck, le Rapporteur de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité, a présenté les grandes lignes de son rapport avant la session d'été. Il fera une analyse approfondie de la situation dans les Balkans, en s'attachant en particulier aux missions de l'OSCE, au futur statut du Kosovo et au référendum au Monténégro.

Le haut représentant des minorités nationales, M. Ekeus, a commenté son mandat. Il doit constater, le plus tôt possible, les tensions concernant les minorités nationales afin de prévenir les conflits entre les pays membres de l'OSCE. Lorsqu'un État constate que les droits de « parents » ethniques sont violés dans un pays voisin, il est censé s'abstenir de prendre des mesures unilatérales et saisir l'organe créé pour résoudre ce genre de problème, à savoir l'OSCE, pour que cet organe prenne des mesures de protection en

OVSE : gerechtigheid, de rechtstaat, de economische ontwikkeling en behoorlijk bestuur.

De Chairman-in-office wees erop dat de controverse omtrent de verkiezingswaarnemingsmissies niet langer kan duren. De ministeriële Raad in Ljubljana besliste de werkwijze van het ODIHR en de verkiezingswaarnemingsmissies te onderzoeken, met het oog op werkbare en gemeenschappelijke conclusies van de Raad in december 2006. De minister wenst de transparantie van de waarnemingen te verhogen, en de samenwerking tussen het ODIHR en de parlementaire instellingen te verbeteren. De doelstelling mag niet zijn om minder waarnemingsmissies maar net om meer waarnemingsmissies uit te sturen — ongeacht of dit ten oosten of ten westen van Wenen gebeurt — en meer verkiezingsbijstand te organiseren. Verkiezingswaarneming is een collectieve bekommernis van de OVSE, en geen selectief instrument dat in selectieve handen berust. Tijdens de verkiezingen in Wit-Rusland en Oekraïne zullen waarnemers van het OVSE-voorzitterschap de verkiezingswaarnemers observeren (een « monitoring van de monitoring »).

Het voorzitterschap zal zich inzetten om het hervormingsproces van de OVSE tot een goed einde te brengen, overeenkomstig de beslissing die in Ljubljana werd genomen. De OVSE moet een dynamische organisatie zijn die zich op de toekomst en niet op het verleden richt. De heer De Gucht verklaarde zich bereid om de externe auditverslagen inzake het onderzoek van de rekeningen van de OVSE openbaar te maken via de website en merkte op dat de parlementsleden van de PA OVSE zelf ook hun bijdrage kunnen leveren tot dit hervormingsproces en suggereerde thematische sessies van de parlementsleden met het OVSE-voorzitterschap.

1. Commissie Politieke Zaken (voorzitter Lennmarker — Zweden)

De heer Wolfgang Grossruck, de Rapporteur van de Commissie Politieke Zaken en Veiligheid, stelde de krijtlijnen voor van zijn rapport voor de zomerezitting. Hij zal de toestand in de Balkan diepgaand analyseren en in het bijzonder oog hebben voor de OVSE-missies, het toekomstig statuut van Kosovo en het referendum in Montenegro.

De Hoge vertegenwoordiger van de Nationale minderheden, de heer Ekeus, gaf toelichting bij zijn mandaat. Hij moet in een zo vroeg mogelijk stadium de spanningen met betrekking tot de nationale minderheden vaststellen ten einde conflicten te voorkomen tussen OVSE-lidstaten. Als een staat constateert dat de rechten van de etnische verwanten in een buurland niet gerespecteerd worden, wordt verwacht dat deze staat geen unilaterale maatregelen neemt, maar hiervoor de bestaande organen, met name de OVSE, aanspreekt

faveur de ces minorités ethniques. Le haut représentant formule des recommandations en vue de favoriser le développement de relations interethniques harmonieuses. Dans le cadre de ses activités, le haut représentant est toujours attentif à « l'intégration dans le respect de la diversité ». Ainsi, il s'est intéressé à la politique en matière d'intégration et au rôle des services de police dans les sociétés multiethniques, ainsi qu'à la diversité dans le cadre de la politique de recrutement des services de police.

L'AP OSCE a appelé à l'élargissement du mandat du haut représentant, à la protection des « nouvelles » minorités. Le haut représentant entend approfondir davantage ce thème en effectuant une analyse comparée de la politique d'intégration menée dans les démocraties traditionnelles et présentera cette étude au cours de la session d'été à Bruxelles.

Lors de l'échange de vues, M. Weiskirchen (Allemagne) a plaidé pour qu'il soit garanti que l'on pratique une politique d'intégration et de diversité au sein des pays membres de l'OSCE.

La délégation russe a demandé que l'on prête attention au sort de la minorité russe dans les États baltes, ainsi qu'aux lois jugées discriminatoires par cette minorité concernant la connaissance et l'emploi de l'estonien ou du letton dans la vie politique et publique. Selon la délégation russe, les recommandations adoptées en la matière par l'OSCE à Edinburgh (adoption d'une législation excluant toute discrimination et ratification de la convention-cadre relative aux minorités) n'ont pas été suivies. M. Ekeus a fait remarquer que la Lettonie a déjà mis en œuvre une série de réformes visant à défendre les droits de la minorité russe.

Selon M. Kammenos (Grèce), l'absence d'une définition juridique exhaustive de la notion de « nouvelles minorités » est source de confusion.

Le sénateur Lionel Vandenberghe (Belgique) a attiré l'attention sur les textes du Conseil de l'Europe qui, s'ils ne définissent pas la notion de « minorité », renvoient aux liens durables et historiques de ces minorités. M. Vandenberghe n'est pas favorable à l'octroi de droits spécifiques aux nouvelles minorités. Les nouvelles minorités doivent s'intégrer en apprenant la langue du territoire où elles s'établissent et en respectant la législation de l'État de résidence. La situation est tout autre pour les minorités historiques, qui sont devenues les ressortissantes d'un État à la suite de modifications de frontières, de guerres ou de traités internationaux. Ces minorités historiques conservent le droit de communiquer avec les autorités dans leur propre langue.

om maatregelen tot bescherming van de etnische minderheden te nemen. De Hoge Vertegenwoordiger formuleert aanbevelingen met het oog op de bevordering van harmonieuze interetnische relaties. De Hoge Vertegenwoordiger heeft bij zijn werkzaamheden steeds oog voor de « Integratie met respect voor diversiteit ». Zo heeft hij aandacht gehad voor het integratiebeleid en de rol van de politiediensten in de multi-etnische samenlevingen, en voor de diversiteit in het wervingsbeleid van de politiediensten.

De PA OVSE heeft opgeroepen tot het verruimen van het mandaat van de Hoge Vertegenwoordiger tot de bescherming van de « nieuwe » minderheden. De Hoge Vertegenwoordiger zal dit thema door middel van een vergelijkend onderzoek van het integratiebeleid in de traditionele democratieën verder uitdiepen en deze studie tijdens de zomervergadering in Brussel voorstellen.

Tijdens de gedachtewisseling pleitte de heer Weiskirchen (Duitsland) voor garanties voor een integratie- en diversiteitsbeleid in de OVSE-lidstaten.

De Russische delegatie vroeg aandacht voor het lot van de Russische minderheid in de Baltische Staten, en de door deze minderheid discriminerend geachte wetten over de kennis en het gebruik van het Ests of het Lets in het politiek en openbaar leven. De aanbevelingen die de PA OVSE in Edinburgh in dit verband heeft aangenomen (goedkeuring van wetgeving die elke discriminatie uitsluit en de ratificatie van de kaderconventie inzake de minderheden) werden, aldus de Russische delegatie, niet opgevolgd. De heer Ekeus merkte op dat Letland reeds een aantal hervormingen heeft opgezet die oog hebben voor de rechten van de Russische minderheid.

Volgens de heer Kammenos (Griekenland) zaait het begrip « nieuwe minderheden » veel verwarring bij gebrek aan een sluitende juridische definitie van dit begrip.

Senator Lionel Vandenberghe (België) vestigde de aandacht op de teksten van de Raad van Europa die het begrip « minderheid » weliswaar niet omschrijven, maar wel verwijzen naar de duurzame en historische banden van de minderheden. De heer Vandenberghe is geen voorstander van het toekennen van specifieke rechten aan de nieuwe minderheden. De nieuwe minderheden dienen zich te integreren door het aanleren van de taal van het grondgebied waar ze zich vestigen en de wetgeving van de Staat van verblijf te respecteren. Voor de historische minderheden, die als gevolg van de grensherschikkingen, oorlogen of internationale overeenkomsten onderdaan zijn van een Staat, geldt een totaal andere situatie. Deze historische minderheden behouden het recht om in hun eigen taal met de overheid te communiceren.

L'ambassadeur Wendt de la mission de l'OSCE au Kosovo a souligné que la décision du conseil de sécurité des Nations unies d'entamer des négociations sur le futur statut du Kosovo et la désignation de M. Athisaari comme Envoyé spécial dans le cadre de ces négociations, revêtent une grande signification dans la perspective d'un règlement politique de la situation du Kosovo en 2006. Ces négociations éveillent un espoir dans les rangs des Kosovars albanais, tout en suscitant une crainte chez les Kosovars serbes. C'est pourquoi la mission de l'OSCE soutiendra les institutions démocratiques dans l'élaboration d'une administration impartiale et transparente au service de toutes les communautés. Ces efforts se concentreront surtout sur le niveau administratif communal. Au niveau central, la mission de l'OSCE soutient la mise en œuvre d'une législation et d'initiatives politiques garantissant les droits des communautés ethniques. La mission de l'OSCE conseille également l'Assemblée et les partis politiques du Kosovo. En 2006, quelque 7 500 officiers de police kosovars recevront une formation sur « les services de police dans une société démocratique ». L'ambassadeur a souligné que, forte de son expérience du terrain, l'OSCE continuera à jouer un rôle significatif au Kosovo et que l'AP OSCE soutient, par le biais, entre autres, de la surveillance électorale, les efforts déployés par la mission de l'OSCE afin de développer une société pacifique et stable au Kosovo.

Pendant l'échange de vues, quelques parlementaires ont fait observer que de nombreux Serbes craignent pour leur sécurité. Cette crainte est surtout perceptible à Mitrovica, qui compte une partie sud albanaise et une partie nord serbe. L'ambassadeur Wendt a reconnu l'existence d'un problème de liberté de mouvement de la communauté serbe à Mitrovica. Des négociations sont actuellement en cours à Vienne entre des délégations de Belgrade et de Pristina à propos de la réforme des administrations locales, et aborderont dès lors aussi ces aspects.

Il convient également de protéger les sites religieux de l'Église orthodoxe.

2. Commission Économie, Environnement et Technologie (président B. Cardin — USA)

M. Cardin, président, a encouragé l'OSCE à renforcer le rôle du Coordinateur OSCE pour l'économie et l'environnement.

Le Coordinateur OSCE, M. Bernard Snoy, a exposé les efforts de ses services dans la lutte contre la corruption et pour la promotion de l'esprit d'entreprise dans les petites entreprises dirigées par des femmes et des minorités.

M. Stuart Gilman, Responsable de l'Unité anti-corruption de l'Office des Nations unies contre les

Ambassadeur Wendt van de OVSE-missie te Kosovo beklemtoonde dat de beslissing van de VN-veiligheidsraad om onderhandelingen op te starten over de toekomstige status van Kosovo, en de aanstelling van de heer Athisaari tot Speciaal Gezant bij deze onderhandelingen, van grote betekenis zijn om in 2006 voor Kosovo een politieke regeling te treffen. Deze onderhandelingen roepen bij de Albaneese Kosovaren hoop op, terwijl ze bij de Servische Kosovaren angst inboezemen. Daarom zal de OVSE-missie de democratische instellingen ondersteunen bij de opbouw van een onpartijdig en transparant bestuur ten behoeve van alle gemeenschappen. Deze inspanningen zullen zich vooral op het gemeentelijk bestuursniveau toespitsen. Op het centrale niveau ondersteunt de OVSE-missie de implementatie van wetgeving en beleidsinitiatieven die de rechten van de etnische gemeenschappen verzekeren. De OVSE-missie adviseert eveneens de Assemblée en de politieke partijen van Kosovo. In 2006 zullen ongeveer 7500 Kosovaarse politieofficieren een opleiding krijgen over « de politiediensten in een democratische samenleving ». De ambassadeur stelde dat de OVSE dankzij haar terreinervaring een rol van betekenis zal blijven spelen in Kosovo en dat de PA OVSE, onder meer via « election monitoring » de pogingen van de OVSE-missie ondersteunt om in Kosovo een vreedzame en stabiele samenleving op te bouwen.

Tijdens de gedachtewisseling wezen enkele parlementsleden erop dat heel wat Serviërs vrezen voor hun veiligheid. Dit is vooral zichtbaar in Mitrovica, dat verdeeld is in een Albanees zuiden en een Servisch noorden. Ambassadeur Wwendt erkende het probleem van de bewegingsvrijheid van de Servische gemeenschap in Mitrovica. Momenteel vinden in Wenen besprekingen plaats tussen delegaties uit Belgrado en Pristina omtrent de hervorming van de lokale besturen, zodat ook deze aspecten worden besproken.

Tevens moeten de religieuze sites van de Orthodoxe Kerk worden beschermd.

2. Commissie Economie, Leefmilieu en Technologie (Voorzitter B. Cardin — USA)

Voorzitter Cardin moedigde de OVSE aan om de rol van de Coördinator van de OVSE voor Economie en leefmilieu te versterken.

De OVSE Coördinator, de heer Bernard Snoy, gaf een toelichting bij de inspanningen van zijn diensten bij de corruptiebestrijding en de bevordering van het ondernemerschap van kleine ondernemingen die bestuurd worden door vrouwen en minderheden.

De heer Stuart Gilman, Hoofd van de anticorruptie Unit van het UNO agentschap voor Drugs en

drogues et le crime, a souligné que seulement 15 des 55 États ont ratifié la convention de l'ONU de lutte contre la corruption. Il est primordial de mener une politique de prévention et de lutter effectivement contre les pratiques de blanchiment. Il a appelé l'OSCE à collaborer activement avec l'ONU en vue d'échanger leur expertise en matière de lutte contre la corruption.

M. Syméon Antoulas, conseiller diplomatique du Comité international de la Croix-Rouge, a abordé la question de l'aide à la suite des tragédies causées par le Tsunami et le cyclone Katrina. La responsabilité internationale en matière d'aide aux victimes de ces catastrophes naturelles implique également que l'aide soit apportée d'une façon équilibrée et juste.

M. Blum (France), Rapporteur, abordera dans le rapport qu'il présentera en juillet prochain à Bruxelles, les questions de la sécurité énergétique et de la protection de l'environnement dans l'espace de l'OSCE.

3. *Commission de la Démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires*

Mme Cecilia Wigström élue vice-présidente de la commission a été désignée par le président Hastings pour en assurer la présidence jusqu'aux élections de juillet étant donné la non-réélection de Mme Nolte.

M. Miklos Haraszti, représentant pour la liberté des médias, a fait une brève allocution en commission. La question des caricatures a toutefois été évoquée en séance plénière conformément à l'agenda approuvé par la Commission permanente.

M. Christian Strohal, Directeur du Bureau des Institutions démocratiques et des Droits de l'Homme de l'OSCE a présenté un bilan des activités du BIDDH (le texte intégral de son intervention figure en annexe au présent rapport). Le thème central de cette présentation fut l'organisation par le BIDDH des missions d'observation des élections étant donné qu'à la suite d'une décision prise à la Conférence ministérielle de Ljubljana en décembre 2005, le BIDDH a été chargé d'une étude globale sur l'organisation de ces missions dont les résultats seront soumis à la présidence en exercice.

Lors du débat qui suivit ces deux allocutions, l'observation des élections est restée au centre des préoccupations.

Un membre de la délégation du Royaume Uni a déploré que l'on discrédite ces missions d'observation.

Misdaden, onderstreepte dat slechts 15 van de 55 Staten de UNO-conventie ter bestrijding van de corruptie hebben geratificeerd. Een preventiebeleid en een effectieve bestrijding van de witwaspraktijken is primordiaal. Hij riep de OVSE op actief mee te werken met de UNO om de expertise inzake corruptiebestrijding uit te wisselen.

De heer Syméon Antoulas, diplomatiek adviseur van het Internationale Comité van het Rode Kruis, sprak over de hulpverlening in de nasleep van de Tsunami-ramp en de orkaan Katrina. De internationale verantwoordelijkheid tot bijstand aan de slachtoffers van deze natuurrampen impliceert eveneens dat de hulpverlening op een evenwichtige en rechtvaardige wijze wordt ingezet.

Rapporteur Blum (Frankrijk) zal in zijn rapport dat hij in juli 2006 in Brussel zal voorstellen oog hebben voor de energieveiligheid en de leefmilieubescherming in de OVSE-ruimte.

3. *Commissie «Democratie, Mensenrechten en Humanitaire Aangelegenheden»*

Mevrouw Cecilia Wigström, die tot ondervoorzitter van de commissie werd verkozen, werd door voorzitter Hastings aangewezen als voorzitter tot de verkiezingen van juli, doordat mevrouw Nolte niet herverkozen is.

De heer Miklos Haraszti, de vertegenwoordiger inzake mediavrijheid, geeft een korte uiteenzetting in de commissie. Ook de kwestie van de karikaturen komt tijdens de plenaire zitting aan bod, zoals ook vooropgesteld was volgens de agenda die door de Vaste Commissie was goedgekeurd.

De heer Christian Strohal, Directeur van het Bureau voor Democratische Instellingen en Mensenrechten van de OVSE, brengt verslag uit over de activiteiten van het ODIHR (de volledige tekst van zijn uiteenzetting is als bijlage bij dit verslag gevoegd). Het kernthema van zijn uiteenzetting is de organisatie van waarnemingsopdrachten bij verkiezingen door het ODIHR, dat na een beslissing op de ministerconferentie van december 2005 in Ljubljana immers een globale studie dient uit te voeren over de organisatie van dergelijke opdrachten. De resultaten hiervan zullen vervolgens worden voorgelegd aan de huidige voorzitter.

Ook het debat na deze beide uiteenzettingen blijft toegespitst op de waarnemingsopdrachten bij verkiezingen.

Een lid van de delegatie van het Verenigd Koninkrijk betreurt dat deze waarnemingsmissies in diskrediet worden gebracht.

Un membre de la délégation ukrainienne a appelé ses collègues à venir massivement observer les prochaines élections dans son pays en mars 2006, indiquant que les participants actifs de la révolution orange font l'objet de poursuites, que certains médias sont à la solde des autorités et que les décisions du parlement ne sont pas mises en œuvre.

Un membre de la délégation du Belarus a déclaré que la réforme de l'organisation était une priorité et qu'il fallait mettre de l'ordre dans les activités du BIDDH. Selon lui, les méthodes du BIDDH ne seraient pas codifiées, ses méthodes et celles de ses chefs de missions ne seraient pas correctes et la procédure manquerait totalement de transparence. Il a réclamé une étude comparative de toutes les législations électorales.

Un membre de la délégation allemande a quant à lui, souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre les missions d'observation des différentes organisations qui parfois publient des conclusions divergentes.

Une représentante de la délégation hellénique, ancienne journaliste, s'est inquiétée des dérives de la presse (fuites organisées, sur-information, demi vérités voire mensonges) ainsi que du filtrage de plus en plus facile des informations grâce aux techniques modernes.

Une représentante de la délégation russe a souligné l'importance du rôle des médias dans les élections, pour assurer le pluralisme et la diversité des opinions. Elle a demandé qu'il soit expliqué dans les médias des pays qui organisent des élections quelle est la méthodologie du BIDDH et quelles sont les normes prises en compte par l'OSCE.

Mme Dade (délégation albanaise) a expliqué que dans son pays, on envisage la création d'un grand ministère de l'Intérieur qui regrouperait la police, l'office des statistiques et serait aussi compétent pour l'organisation des élections et la mise à jour des listes d'électeurs. Elle s'est plainte d'un amendement à la loi sur la radio-diffusion qui ne permettrait plus selon elle de garantir un équilibre de cette institution. Mme Dade a dit vouloir attirer l'attention de la Communauté internationale que la situation des droits de l'homme en Albanie.

La seconde partie de la réunion fut consacrée à la présentation par Mme Anne-Marie Lizin, élue rapporteur (second mandat) lors de la session de Washington de l'AP OSCE, des lignes de force qu'elle compte développer dans son rapport sur la dimension humaine.

Een lid van de Oekraïense delegatie doet een oproep aan zijn collega's om tijdens de komende verkiezingen in zijn land in maart 2006 massaal als waarnemer aanwezig te zijn. Hij verklaart daarbij dat degenen die actief hebben deelgenomen aan de Oranjerevolutie, vervolgd worden, dat bepaalde media omgekocht zijn door de overheid en dat de beslissingen van het parlement niet worden uitgevoerd.

Volgens een lid van de Wit-Russische delegatie is de hervorming van de organisatie een prioriteit en is het noodzakelijk orde te scheppen in de activiteiten van het ODIHR. Volgens hem zit er geen logica in de methodes van het ODIHR, zijn hun methodes en die van de hoofden van de missies bovendien niet correct en is de procedure volkomen onduidelijk. Hij vraagt een vergelijkende studie van alle kieswetgevingen.

Voor een lid van de Duitse delegatie is er meer coördinatie nodig tussen de waarnemingsopdrachten van de verschillende organisaties, die soms overigens uiteenlopende conclusies publiceren.

Een lid van de Griekse delegatie was vroeger journaliste en maakt zich zorgen over de persmisdrijven (georkestreerde perslekken, overinformatie, halve waarheden en hele leugens) en de steeds makkelijkere filtering van informatie dankzij de moderne technieken.

Een lid van de Russische delegatie wijst op het belang van de rol van de media bij verkiezingen, om pluralisme te garanderen en meerdere stemmen te laten horen. Zij vraagt dat in de media van de landen waar verkiezingen georganiseerd worden, uitgelegd wordt hoe het ODIHR te werk gaat en welke normen de OVSE huldigt.

Mevrouw Dade (Albanese delegatie) verklaart dat in haar land wordt overwogen een groot ministerie voor Binnenlandse Zaken op te richten, waarin ook de politie en de nationale dienst voor statistiek zouden zitten, en dat bovendien bevoegd zou zijn voor de organisatie van de verkiezingen en de bijwerking van de kiezerslijsten. Zij klaagt over een amendement op de wet inzake radio-uitzendingen, waardoor het volgens haar niet meer mogelijk is het evenwicht van deze instelling te garanderen. Mevrouw Dade merkt op dat zij de aandacht van de internationale gemeenschap wil vestigen op de situatie van de mensenrechten in Albanië.

Het tweede deel van de vergadering is gewijd aan de uiteenzetting van mevrouw Anne-Marie Lizin, die tijdens de zitting van de PA-OVSE in Washington een tweede maal tot verslaggever was verkozen, over de krachtlijnen die zij wil volgen in haar verslag over de menselijke dimensie.

Mme Lizin a proposé les thèmes suivants :

1° Les activités de surveillance électorale de l'OSCE

Le rapport qui sera présenté en juillet prochain à Bruxelles, s'inscrit dans le prolongement de la résolution sur l'amélioration de la mise en œuvre des normes et engagements électoraux de l'OSCE et de l'efficacité de ses activités en matière de surveillance électorale, adoptée par l'Assemblée à Washington en juillet 2005. Le rapport évoquera également la nature des missions confiées au BIDDH et l'opportunité d'intégrer des parlementaires bien plus tôt dans le processus d'observation. Il semble en effet souhaitable que les parlementaires participent aux missions d'observation pré-électorales car de nombreuses fraudes se déroulent aussi à ce stade (campagne, financement, enregistrement des électeurs). Si le travail des techniciens du BIDDH est indispensable, celui des parlementaires est essentiel car il permet d'exercer une pression politique.

2° Le contrôle parlementaire des services de renseignement dans les pays de l'OSCE

Un constat s'impose : ce contrôle existe dans un certain nombre de pays membres selon des modalités diverses mais souvent les moyens de ce contrôle se révèlent inadéquats. Or, ce contrôle paraît indispensable pour éviter toute dérive car le risque d'abus de pouvoir et de violations des droits de l'homme est élevé. Il convient de trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale d'une société démocratique et les droits des citoyens (protection de la vie privée, liberté d'expression, etc.), d'autant que le concept de sécurité nationale reste vague dans beaucoup de pays. S'il semble irréaliste de demander que les services de renseignement exercent leurs activités dans la transparence totale, il faut s'assurer que ces activités s'inscrivent dans le cadre juridique au sein duquel ils opèrent. Dans ces conditions, le contrôle ne peut être simplement interne, autrement dit, confié à leurs responsables ou aux ministères ou agences auxquels ils appartiennent.

Le rapport présenté en juillet prochain à Bruxelles fera des recommandations destinées à instaurer un contrôle parlementaire là où il fait défaut et à perfectionner ce contrôle dans les pays où il existe.

3° La répression des « crimes d'honneur » dans les pays membres de l'OSCE

Des traditions familiales archaïques existent ou subsistent dans un certain nombre de pays. Mariages forcés, petites filles privées de scolarité, vendetta, et surtout « crimes d'honneur » font partie de ces traditions ou coutumes qui portent atteinte à la dignité de

Mevrouw Lizin stelt de volgende thema's voor :

1° Verkiezingstoezicht door de OVSE

Het verslag dat in juli zal worden voorgesteld in Brussel, vormt een verlengstuk op de resolutie die door de Assemblee werd goedgekeurd in juli 2005 in Washington. Deze resolutie betreft de verbetering van de uitvoering van de normen en de toezeggingen van de OVSE met betrekking tot het verkiezingsproces, evenals van de efficiëntie van het verkiezingstoezicht door de OVSE. In het verslag zal ook verwezen worden naar de aard van de oplichten die aan het ODIHR toevertrouwd worden en naar de noodzaak om parlementsleden heel wat vroeger in te schakelen in het waarnemingsproces. De parlementsleden dienen immers ook deel te nemen aan de waarnemingsopdrachten die aan de verkiezingen voorafgaan, omdat precies dan heel wat fraude wordt gepleegd (campagnes, financiering, registratie van de kiezers). Ook al is het werk van de specialisten van het ODIHR onmisbaar, dat van de parlementsleden is zonder meer cruciaal, omdat het ook politieke druk mogelijk maakt.

2° Parlementaire controle van de inlichtingendiensten in de lidstaten van de OVSE

Het is opvallend dat verschillende landen een dergelijke controle kennen, weliswaar volgens uiteenlopende regelingen. De controlemiddelen blijken echter ontoereikend. Toch lijkt deze controle onmisbaar om afwijkingen te vermijden, want er bestaat een groot gevaar van machtsmisbruik en schending van de mensenrechten. Het is de bedoeling het juiste evenwicht te vinden tussen de bescherming van de nationale veiligheid en de rechten van de burger (bescherming van de privacy, vrije meningsuiting, enzovoort), vooral omdat het begrip nationale veiligheid in heel wat landen nogal vaag is. Het mag dan wel irrealistisch zijn te vragen naar volledige duidelijkheid omtrent de activiteiten van de inlichtingendiensten, toch is het van belang dat zij zich zelf ook houden aan het juridische kader waarin zij optreden. In die omstandigheden mag er niet uitsluitend een interne controle zijn, die met andere woorden in handen ligt van hun verantwoordelijken of de ministeries of agentschappen waarvan zij afhangen.

Het verslag dat in juli zal worden voorgelegd in Brussel, zal aanbevelingen bevatten voor de invoering van een parlementaire controle waar die nu nog niet bestaat of de verfijning ervan waar dit wel het geval is.

3° Bestrafing van eerwraak in de lidstaten van de OVSE

In een aantal landen is nog steeds sprake van archaïsche familietradities. Gedwongen huwelijken, jonge meisjes die niet naar school mogen, vendetta en vooral eerwraak zijn voorbeelden van deze tradities of gewoonten die ingaan tegen de waardigheid van de

l'être humain et en particulier des femmes. Ces pratiques sont observées également au sein des communautés d'immigrés dans un certain nombre d'États participants de l'OSCE. Le rapport présenté mettra l'accent sur les « crimes d'honneur » commis contre les femmes. Il proposera d'inviter les États participants qui se sont engagés à prendre des mesures pour éliminer de tels actes, à intensifier leurs efforts, notamment lorsque leur législation permet des peines plus légères pour les « crimes d'honneur » ou que les autorités judiciaires n'interviennent pas avec la vigueur nécessaire.

4° Promouvoir la liberté de religion ou de croyance

Dans le cadre du suivi des résolutions adoptées à Edimbourg en juillet 2004, à Washington en juillet 2005, relatives à la démocratie, aux droits de l'homme et aux questions humanitaires, et des engagements des États participants à la suite notamment de la Conférence OSCE sur la tolérance et la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination de Bruxelles (septembre 2004); le rapport reviendra sur la protection et la promotion de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse. Plusieurs États participants possèdent encore des législations qui discriminent les communautés religieuses. L'application de ces lois restreignant la liberté religieuse sont des signes de l'intolérance inquiétante qui touche les minorités religieuses. Le rapport proposera à l'Assemblée d'intensifier les efforts afin de promouvoir un climat de tolérance et de respect à l'égard des groupes religieux ou philosophiques minoritaires dans les pays membres de l'OSCE où des discriminations et des actes de violence sont toujours constatés. Le rapport proposera également que ces pays réexaminent leurs lois, leurs politiques gouvernementales et leurs tendances sociétales qui sont source de discriminations à l'encontre des personnes ne pratiquant pas la religion dominante.

5° Renforcer la protection des minorités nationales

La résolution sur les minorités nationales adoptée à Edimbourg en juillet 2004 soulignait que la protection et l'action en faveur des droits des personnes appartenant à des minorités nationales constituaient des facteurs de la plus haute importance pour la démocratie, la paix, la justice et la stabilité au sein des États participants et dans leurs relations mutuelles. La résolution notait la nécessité pour les autorités de certains États participants de prendre de nouvelles mesures en vue d'assurer la protection effective des minorités nationales et de contribuer à la réalisation des droits et libertés des personnes appartenant à ces minorités, conformément aux documents pertinents de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe. Le rapport qui sera présenté en juillet prochain se propose

mens in het algemeen en van de vrouw in het bijzonder. Dergelijke praktijken bestaan ook binnen de immigrantengemeenschappen van enkele lidstaten van de OVSE. Het voorgelegde verslag zal de nadruk leggen op de gevallen van eerwraak tegen vrouwen en een voorstel bevatten om de lidstaten die zich ertoe hebben verbonden hiertegen in te grijpen, hun inspanningen te laten opdrijven, met name wanneer hun wetgeving lichtere straffen toekent aan gevallen van eerwraak of het gerecht niet daadkrachtig genoeg optreedt.

4° Grotere vrijheid van godsdienst of geloofsovertuiging

In aansluiting op de resoluties die goedgekeurd werden in juli 2004 in Edinburgh en in juli 2005 in Washington, met betrekking tot de democratie, de mensenrechten en de humanitaire aangelegenheden, en op de toezeggingen van de lidstaten naar aanleiding van de OVSE-conferentie inzake tolerantie en de strijd tegen racisme, xenofobie en discriminatie in Brussel (september 2004); in het verslag komen ook de bescherming en de bevordering van de etnische, culturele, taalkundige en godsdienstige identiteit opnieuw aan bod. In verscheidene lidstaten bestaan nog wetgevingen die sommige godsdienstige groepen discrimineren. De toepassing van deze wetten die de godsdienstvrijheid aan banden leggen, is een onrustbarend teken van onverdraagzaamheid tegenover religieuze minderheden. Het verslag zal aan de Assemblee ook voorstellen om de inspanningen op te drijven om te komen tot een klimaat van verdraagzaamheid en respect voor religieuze of filosofische minderheidsgroepen in de OVSE-lidstaten waar nog steeds sprake is van discriminatie en geweld. Het verslag zal ook voorstellen dat deze landen zich opnieuw buigen over hun wetten, hun regeringsbeleid en hun maatschappelijke trends waaruit discriminatie voortvloeit tegen personen die niet de overheersende godsdienst belijden.

5° Betere bescherming van de nationale minderheden

De resolutie betreffende de nationale minderheden, die in juli 2004 werd goedgekeurd in Edinburgh, benadrukte dat de bescherming en de bevordering van de rechten van personen die tot een nationale minderheid behoren, van het hoogste belang zijn voor democratie, vrede, gerechtigheid en stabiliteit binnen de lidstaten en in hun onderlinge contacten. De resolutie wees op de noodzaak voor de overheid in sommige lidstaten om nieuwe maatregelen te treffen met de bedoeling de nationale minderheden daadwerkelijk te beschermen en bij te dragen tot de bevordering van de rechten en vrijheden van de personen die ertoe behoren, in overeenstemming met de toepasbare documenten van de VN, de OVSE en de Raad van Europa. In het verslag dat in juli zal worden voorge-

de revenir sur la situation de ces minorités nationales et d'évaluer l'impact des mesures prises par les gouvernements pour rencontrer les demandes de l'OSCE.

6° Code de comportement pour les participants aux missions de l'OSCE

Deux résolutions ont été adoptées lors de la session de Washington portant l'une, sur la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE et l'autre, sur la lutte contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par les forces internationales de maintien de la paix. Un courrier a été adressé à tous les ministres de la défense des pays de l'OSCE afin de leur demander quelles mesures ont été ou seront prises afin d'éviter de telles activités criminelles. Un certain nombre d'entre eux ont répondu à ce courrier en précisant les mesures prises ou envisagées dans le cadre des recommandations de l'OSCE.

À la suite de la présentation par Mme Lizin des thèmes de son rapport sur la dimension humaine, M. Néry (France) a rappelé la question de Guantanamo, demandant qu'une délégation de l'Assemblée puisse s'y rendre rapidement.

Mme Lizin lui a répondu que cette visite au cours de laquelle elle serait assistée par M. Gustavo Pallares Conseiller au Secrétariat international de l'AP OSCE était prévue le vendredi 3 mars 2006 et qu'elle présenterait bien entendu un second rapport sur cette question, en sa qualité de représentant spécial du président Hastings sur Guantanamo.

M. Weisskirchen (de la délégation allemande) a demandé à Mme Lizin que soit traité lors de la session de Bruxelles le problème des caricatures et de la liberté d'expression, peut-être sous la forme d'un débat en table ronde.

Mme Lizin lui a répondu qu'elle partageait son point de vue sur l'opportunité de mettre ce point à l'ordre du jour de la prochaine session annuelle d'été de l'AP OSCE et que cela pouvait éventuellement aussi être traité sous forme de point additionnel.

Session de clôture

Le 24 février 2006 s'est tenu, à la suite de l'incident des caricatures danoises du prophète Mohammed, un débat international sur la liberté d'expression et le respect des convictions religieuses.

Le président de l'AP-OSCE, Alcee L. Hastings, a souligné que la liberté de la presse devait être exercée d'une manière digne et responsable.

steld, zal de situatie van deze nationale minderheden opnieuw aan bod komen en zal de impact worden nagegaan van de maatregelen die de regeringen hebben genomen op vraag van de OVSE.

6° Gedragscode voor deelnemers aan OVSE-missies

Er werden twee resoluties goedgekeurd tijdens de zitting van Washington. De eerste betrof de noodzaak om de gedragscode voor de leden van OVSE-missies te verstrengen. De tweede handelde over de strijd tegen de mensenhandel, de seksuele uitbuiting en het seksuele geweld waaraan de internationale vredes-troepen zich schuldig maken. Er werd vervolgens een brief verzonden naar alle ministers van Landsverdediging van de lidstaten van de OVSE, met de vraag naar de maatregelen die werden of zouden worden genomen om dergelijke misdaden voortaan te vermijden. In enkele gevallen kwam er ook een antwoord met verduidelijking van de reeds genomen of vooropgestelde maatregelen in het kader van de OVSE-aanbevelingen.

Nadat mevrouw Lizin de thema's van haar verslag over de menselijke dimensie heeft toegelicht, herinnert de heer Néry (Frankrijk) aan de kwestie Guantánamo, met de vraag dat een delegatie van de Assemblée spoedig ter plaatse zou gaan.

Mevrouw Lizin antwoordt dat dit bezoek, waarbij zij zou worden bijgestaan door de heer Gustavo Pallares, adviseur van het Internationaal Secretariaat van de PA-OVSE, gepland was voor vrijdag 3 maart 2006 en dat zij hierover vanzelfsprekend een tweede verslag zou indienen als Bijzonder gezant van voorzitter Hastings in Guantánamo.

De heer Weisskirchen (Duitse delegatie) vraagt aan mevrouw Lizin dat tijdens de zitting van Brussel het probleem van de karikaturen en de vrijheid van meningsuiting aan bod zou komen, wellicht in de vorm van een rondetafelgesprek.

Mevrouw Lizin antwoordt hem dat ook zij het noodzakelijk acht dit punt op de agenda te zetten van de volgende jaarlijkse zitting van de PA-OVSE en dat dit eventueel zou kunnen worden behandeld als bijkomend agendapunt.

Slotsessie

Op 24 februari 2006 vond naar aanleiding van het incident rond de Deense cartoons van de Profeet Mohammed een internationaal debat plaats over de vrijheid van meningsuiting en het respect voor de godsdienstbeleving.

De voorzitter van de PA OVSE, Alcee L. Hastings, beklemtoonde dat de persvrijheid op een waardige en verantwoordelijke wijze moest worden uitgeoefend.

Selon le responsable de la liberté de la presse de l'OSCE, Miklos Haraszti, le rédacteur en chef du quotidien danois a commis une erreur d'appréciation en publiant des caricatures qui heurtent les sentiments des Musulmans. À cet égard, les gouvernements peuvent prendre leurs distances par rapport à la publication de ces caricatures, mais cela ne peut se faire au détriment du pluralisme, et cela ne signifie pas non plus que les chefs de gouvernement doivent porter la responsabilité des actes de la presse libre, ni qu'ils doivent imposer des restrictions à la presse.

La délégation danoise a souligné que la liberté d'expression et la tolérance religieuse sont des principes de base de la société danoise. Le gouvernement danois n'a pas les moyens d'influencer la presse; toutefois, la législation interdit la calomnie. Une partie qui se sent lésée dans ses droits et ses valeurs peut dès lors assigner la partie adverse en justice. Il est déplorable que des informations mensongères sur le Danemark aient été volontairement diffusées dans le monde arabe, ce qui a donné lieu à des attaques contre les ambassades et des citoyens danois ainsi qu'à l'incendie de drapeaux danois. La délégation appelle à un partenariat entre l'OSCE et le monde arabe fondé sur le dialogue, la tolérance et le respect mutuel pour les principes démocratiques.

Selon la délégation turque, la justification de la publication des caricatures offensantes au nom de la liberté d'expression témoigne d'une arrogance culturelle. La liberté de la presse est un principe fondamental, mais implique également un sens des responsabilités et une bonne capacité d'appréciation. Nous ne sommes pas confrontés, en l'occurrence, à un choc des civilisations, mais à une confrontation entre les radicaux: d'une part, ceux qui portent délibérément atteinte à des valeurs sacrées, et d'autre part, ceux qui attaquent des ambassades et brûlent des drapeaux. La liberté d'expression et le respect des religions sont des valeurs démocratiques qui ne sont pas contradictoires, mais complémentaires.

La délégation portugaise fait observer qu'à l'époque, la presse a subi les conséquences de la dictature au Portugal, lorsque des *cartoonistes* furent emprisonnés notamment pour avoir publié un dessin satirique de Jésus. Cette période est définitivement révolue. C'est pourquoi la liberté de la presse et la liberté d'expression sont des principes incontestables dans une société démocratique, même lorsqu'il est abusé de ces droits.

D'autres délégations ont appelé à un renforcement du dialogue interreligieux au sein de l'espace de l'OSCE et à un dialogue effectif avec les partenaires méditerranéens. Un certain nombre de délégations ont également attiré l'attention sur l'importance d'une éducation à la tolérance et la nécessité pour les journalistes d'assumer leurs responsabilités.

De OVSE Verantwoordelijke voor de Persvrijheid, Miklos Haraszti, sprak van een inschattingsfout van de hoofdredacteur van het Deense dagblad om cartoons te publiceren die de gevoelens van de Moslims kwetsen. De regeringen kunnen hierbij afstand nemen van de publicatie van deze cartoons, maar dat mag niet ten koste gaan van het pluralisme en het betekent evenmin dat de regeringsleiders de verantwoordelijkheid moeten opnemen voor de acties van de vrije pers, of hun pers aan banden moeten leggen.

De Deense delegatie wees erop dat vrije meningsuiting en religieuze verdraagzaamheid basisprincipes van de Deense samenleving zijn. De Deense regering beschikt niet over middelen om de pers te beïnvloeden, maar de wetgeving verbiedt wel laster. Een partij die zich in haar rechten en waarden aangetast voelt, kan de tegenpartij aldus voor de rechtbank dagen. Het valt te betreuren dat misleidende informatie omtrent Denemarken doelbewust in de Arabische wereld werd verspreid, wat geleid heeft tot aanvallen op Deense ambassades en burgers en tot verbranding van Deense vlaggen. De delegatie roept op tot een partnership van de OVSE met de Arabische wereld gebaseerd op dialoog, tolerantie en wederzijds respect voor democratische principes.

Volgens de Turkse delegatie getuigde het rechtvaardigen van de publicatie van de kwetsende cartoons in naam van de vrije meningsuiting van een culturele arrogantie. Persvrijheid is een fundamenteel beginsel maar omvat evenzeer verantwoordelijkheid en een gezond inschattingsvermogen. We worden hier niet geconfronteerd met een botsing tussen beschavingen, maar met een botsing tussen de radicalen: enerzijds degenen die bewust heilige waarden aantasten, en anderzijds degenen die ambassades aanvallen en vlaggen verbranden. Vrijheid van meningsuiting en respect voor de godsdiensten zijn geen tegenstrijdige, maar wel complementaire democratische waarden.

De Portugese delegatie merkte op dat de pers in Portugal destijds geleden heeft onder de dictatuur, toen cartoonisten onder meer wegens de publicatie van een spotprent van Jezus gevangen werden gezet. Deze periode is definitief voorbij. Daarom zijn de persvrijheid en de vrije meningsuiting in een democratische samenleving onaantastbare principes, zelfs wanneer misbruik wordt gemaakt van deze rechten.

Andere delegaties riepen op tot een versterking van interreligieuze dialoog in de OVSE-ruimte en een effectieve dialoog met de mediterrane partners. Tevens wezen een aantal delegaties op het belang van opvoeding in verdraagzaamheid en de noodzaak aan verantwoordelijkheidszin bij de journalisten.

À l'issue de ce débat, le secrétaire général de l'OSCE, M. Perrin de Brichambaut, a présenté un exposé sur les projets de réforme de l'OSCE en ce qui concerne l'efficacité et la transparence de l'organisation, une meilleure gestion des ressources humaines et une plus grande capacité d'action au niveau des « *field missions* ». Il s'est dit disposé à développer une vision commune en la matière avec l'AP OSCE. Il a fait observer que la sécurité et la stabilité de la région méditerranéenne constituent un point important pour l'OSCE et que cette organisation est l'instance adéquate pour renforcer le dialogue entre les États de cette région. Le secrétaire général a par ailleurs déclaré qu'il oeuvrerait en faveur d'un développement plus harmonieux des trois corbeilles de l'OSCE.

Il est à noter que la délégation belge a organisé deux réunions bilatérales en marge de la session d'hiver de l'AP OSCE l'une avec la délégation du Kazakhstan et l'autre avec la délégation du Montenegro.

Les documents distribués lors de la session d'hiver qui ne sont pas consultables sur le site de l'AP OSCE (www.oscepa.org) sont disponibles sur demande au secrétariat de la délégation de la Chambre chez M. Roel Jansoone 02 549 80 93 ou du Sénat chez Françoise Themelin 02 501 74 92).

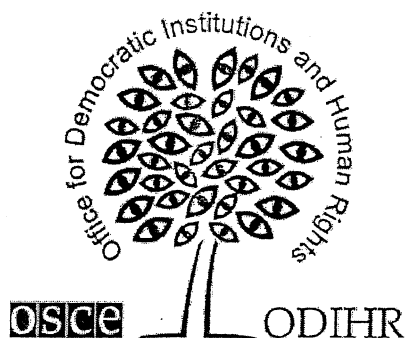
Na dit debat gaf de secretaris-generaal van de OVSE, de heer Perrin de Brichambaut, een toelichting bij de hervormingsplannen voor de OVSE inzake de efficiëntie en de transparantie van de organisatie, een beter human resources beleid en een grotere slagkracht voor de « *field missions* ». Hij toonde zich bereid om samen met de PA OVSE hieromtrent een gemeenschappelijke visie te ontwikkelen. Hij stelde dat de veiligheid en de stabiliteit in de Middellandse Zeeregio een belangrijk item was voor de OVSE en de OVSE de adequate instantie was om de dialoog tussen Staten in deze regio te versterken. Voorts verklaarde de secretaris-generaal ervoor te zullen ijveren dat de 3 OVSE-korven op een meer harmonische wijze worden uitgebouwd.

In de rand van de winterzitting van de PA-OVSE organiseerde de Belgische delegatie nog twee bilaterale vergaderingen: de eerste met een delegatie uit Kazachstan en de tweede met een delegatie uit Montenegro.

De documenten die verdeeld werden tijdens de winterzitting en niet terug te vinden zijn op de website van de PA-OVSE (www.oscepa.org), zijn verkrijgbaar bij het Kamersecretariaat van de delegatie bij de heer Roel Jansoone (02 549 80 93) of bij het Senaatssecretariaat bij mevrouw Françoise Themelin (02 501 74 92).

Address by Ambassador Christian Strohal,
Director of the OSCE Office for Democratic
Institutions and Human Rights (ODIHR)

Winter Session of the
OSCE Parliamentary Assembly
Vienna, 24 February 2006



CHECK AGAINST DELIVERY

Mr. President,

Madam Chairwoman,

Honorable Members of the PA,

Ladies and Gentlemen,

It is again a great privilege and pleasure for me to be invited to address the Parliamentary Assembly at the Winter Session for 2006.

The OSCE PA and ODIHR are natural partners, partners in building democracy and its institutions and processes.

We owe particular gratitude for the support we have received in this regard from the sequence of Chairmanships.

We acknowledge the efforts made by the Parliamentary Assembly to support us in our work and to ensure that our activities are strengthened through political support.

In the past year, we have continued our work in the human dimension, in promoting democratic elections, strengthening democratic institutions, and protecting and promoting human rights. Through a combination of monitoring compliance, on-the-ground visits, human dimension meetings, and hands-on assistance activities we have made a strong effort to assist States fulfilling their commitments. Of course we must all bear in mind that the responsibility for implementing commitments lies with the States themselves, not with the OSCE or any of its Institutions.

With regard to elections, in 2005, we successfully deployed some 3,750 election observers from an increasingly wide array of OSCE participating States. We also continue to promote the implementation of OSCE election-related commitments through legislative reviews and other assistance activities.

I want to thank the numerous election observers among you who have found time in your busy schedules to participate in election observation missions and encourage you to continue this. In fact, I look forward to seeing some of you in Belarus and Ukraine next month.

I would also like to express my sincere appreciation for the support we have received in the form of the resolutions the OSCE PA has adopted in your last Annual Session in Washington. In particular the resolution urging States to meet the existing OSCE commitments on holding free and fair democratic elections helps us to reaffirm the fact that we need a genuine political commitment to conduct democratic elections.

I take this opportunity to thank you also for the support pledged to my Institution in your resolution urging the OSCE to provide adequate funding to the ODIHR to fulfil its broad mandate.

An important contribution from the PA can be made through the active participation at human dimension events. It is the presence of Parliamentarians and NGOs that gives the debate during these meetings particular closeness to reality. We will be organizing a number of other events this year at which the contribution of parliamentarians would be equally valuable and most welcome.

In 2005, we were able to organize arguably the most successful HDIM ever, given the record number of participants, side events, and very positive feedback. We hope to be able to continue with this trend to make the HDIM an even more effective forum on the human dimension which remains relevant for all sub-regions of the OSCE. I would like to take this opportunity to invite you to participate in the human dimension meetings we have planned for this year, which all, I believe, offer a role to members of the PA to make valuable contributions.

- On 30-31 March, a Supplementary Human Dimension Meeting on Human Rights Defenders.
- On 11-13 May, we will be holding our annual Human Dimension Seminar in Warsaw, focusing on the Rule of Law in Criminal Justice.
- Of course the two-week HDIM, beginning 3 October, marks the highlight of our meeting year and I look forward to welcoming many of you to Warsaw.
- In November, we will gather again in the Hofburg to discuss the role of parliaments at the third Supplementary HD meeting.

Let me go into a little more detail on this last item. This year, the last Supplementary Human Dimension Meeting is entitled *Democratization: Strengthening Democracy Through Effective Representation*. This meeting will be following on a Human Dimension Seminar on Democratic Governance that was held in Warsaw in 2004. As in 2004, we will be requesting assistance and high level participation from the OSCE Parliamentary Assembly as the meeting will naturally have to include the subject of empowerment of legislatures and parliamentary infrastructure. There are issues that are seen as technical, but when not addressed, become a real obstacle to proper work of legislatures and thus weaken the overall democratic process. These include Rules of Procedure, -- empowerment of parliamentary committees, parliamentary research capacity and support staff to ensure equality with the executive branch, financial and ethical oversight, parliamentary ethic and codes of conduct.

We have noticed through our numerous activities in the field that legislative work does not only mean legislation that meets OSCE and other international standards. If legislation process is not transparent or accessible to the public, the compliance with and even legitimacy of legislation can be problematic. Thus, during the SHDM we plan to have a discussion on topics related to the concept of legislative transparency, policy development, public hearings, input of civil society into the legislative process, readings of drafts, principles of passage of laws as well as adoption, implementation and monitoring of adopted legislation. In its legislative support work, the ODIHR not

only passively reviews draft legislation upon the request of the participating States, but also encourages transparent and inclusive legislative processes. Parliaments, of course, have a key role in ensuring this openness and inclusiveness. And, we will also be discussing this issue during the SHDM.

As Parliamentarians are active members of political parties, you may be interested in ODIHR's political party development. The ODIHR, in co-operation with the Netherlands Institute for Multi-Party Democracy and the Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development, is completing an interactive assessment of the political party environment in Georgia. This project enabled the 6 leading parties in Georgia, including the ruling party, to engage in a critical discussion of functioning of political parties in the country, involving issues such as party identities, human and financial resources of political parties, internal democracy, participation of women in political life, elections for party posts and campaigning and international support.

These examples must suffice today to illustrate how the ODIHR follows up its election observation work by assistance programmes.

Ladies and Gentlemen,

Gender equality

I know that the PA has always played a particularly strong role in promoting gender equality in the Organization. I am therefore pleased to report to you that planning and programming of all our activities and human dimension events now include an enhanced element of gender mainstreaming, following the Action Plan on the Promotion of Gender Equality, adopted in Sofia. The ODIHR will present a report on its implementation later this year. We will also continue to assist States to implement their commitments under the Action Plan, including protecting and promoting women's rights, combating domestic violence and to develop, implement and manage self-sustainable programmes promoting the equal participation of women in democratic processes. Our activities in this field are continuing. Following the taskings from the Ministerial Council in Ljubljana the ODIHR will also conduct workshops on UNSCR 1325 on the role of women in conflict prevention, crisis management and post-conflict rehabilitation.

Individual programmes

The ODIHR will also continue to strengthen its capacity for the promotion of tolerance and non-discrimination. Through our programme, established in 2004, the ODIHR will continue to raise awareness and develop measures to counter prejudice, anti-Semitism, intolerance and discrimination and provide expertise and to share best practices in the field.

We will continue our work in establishing the capacity to collect, compile, analyze and report on information and statistics on hate crimes. This includes developing a comprehensive information management system and disseminating the information via the internet.

We will also continue to provide support and assistance in areas such as legislative support, training of government officials, strengthening data collection mechanisms, awareness-raising and educational activities to promote tolerance and non-discrimination. In order to identify best practices and identify areas where support is needed, we will undertake an assessment of educational initiatives and programmes to promote mutual respect and understanding in the OSCE region. In January we launched Guidelines on Remembrance of the Holocaust which we produced in cooperation with Yad Vashem in Jerusalem.

Our Law Enforcement Officer Programme on Combating Hate Crime continues and has now been extended to Croatia and Ukraine. Substantial results can also be achieved by the exchange of best practices between the participating States, as well as NGOs, on how to eliminate all manifestations of hate and intolerance. The ODIHR will assist this by organizing and facilitating further NGO training workshops.

Our Advisory Panel of Experts on Freedom of Religion or Belief will continue to support participating States in their efforts to promote religious freedom and enact legislation in accordance with international standards and OSCE commitments. The Panel will also continue its work in developing a training module for religious leaders and NGOs.

In this work, ODIHR will continue its close co-operation with the three Personal Representatives of the Chairman-in-Office on Tolerance.

The ODIHR's Contact Point on Roma and Sinti Issues will continue to put the implementation of the Action Plan on Improving the Situation of Roma and Sinti at the core of its activities in 2006. This includes maintaining contact with authorities and NGOs and providing targeted assistance projects as well as raising awareness of these issues. While the Action Plan puts forth strategies for OSCE participating States, implementation at the local level has remained at a rather low functional level.

To address these challenges, a joint conference with other government and inter-governmental organizations was held in October 2005 in Warsaw. We explored the implementation of policies and action plans for Roma, Sinti and Travellers, and measures against the anti-gypsyism phenomenon in Europe. A follow-up conference is planned for May 2006 with the aim of creating a set of guidelines and recommendations by international organizations for national implementation of Roma related policies.

The ODIHR will continue to mainstream Roma and Sinti concerns through all its programmes. This includes analyzing the participation of Roma and Sinti in electoral processes, encouraging their participation as observers as well as activities on voter registration, the empowerment of Roma women and combating intolerance and discrimination of Roma and Sinti. In addition, the ODIHR will again make use of other OSCE events to mainstream these concerns into the activities of the wider organization.

Our democratization programme aims overall to help develop capacities which are of critical importance to the consolidation of democratic culture. It provides democratization and institution building expertise to participating States and OSCE

field operations and offers training programmes for governmental officials and legal professionals.

We are continuing our support for democratic governance practice, including enhancing multi-party systems and inter-party dialogue as well as strengthening of analytic capacities of the parliaments. As I mentioned before, the third SHDM in November will offer an opportunity for discussing this issue with experts.

The ODIHR will continue to facilitate the transfer of lessons learned in the Human Dimension from the field operations in South Eastern Europe to those in other parts of the region. For example, the ODIHR will remain a resource on lessons learned in criminal justice reform and trial monitoring in this context and, as in previous years, plans to hold another expert level meeting on this issue in 2006 for OSCE field staff.

We will also continue to provide advice and recommendations on legislation to ensure consistency with OSCE commitments.

The ODIHR work in the field of migration is expanding as demands for assistance in this area from participating States grows. In addition to the development of programmes in a number of CIS countries, we are looking forward to the regional expansion of migration related activities. For example, the ODIHR in co-operation with the OSCE Presence in Albania is assisting and consulting the Albanian Government on the project on the Modernization of the Civil Registry System.

Other examples include assistance in improving voter registers by concrete projects on improving civil registration systems as well as activities in the rule of law area.

The ODIHR, within its rule of law programme, is implementing its taskings from the Ljubljana Ministerial Council Decision on Upholding Human Rights and the Rule of Law in Criminal Justice Systems as well as the Decision on Combating Transnational Organized Crime. Within the context of the new focus of the Chairmanship on issues of criminal justice and organized crime the ODIHR will also continue to highlight the challenges faced by defense bars and defense lawyers in addition to judicial and prosecutorial reform. I would like to bring your attention to the Human Dimension Seminar on *Rule of Law in Criminal Justice Systems* that takes place on May 10-12 in Warsaw. During the Seminar we will discuss all parts of the criminal justice "chain": the police, the judiciary, the prosecutors, and the frequently neglected role of defence lawyers. We hope that the Seminar will produce useful recommendations that could lead to improvements in the functioning of justice systems in the OSCE region.

The ODIHR's torture prevention work will continue in 2006. In addition to work on the transfer of power to sanction arrest, the ODIHR will provide workshops on the Optional Protocol on the Prevention of Torture (OPCAT) and continue being a resource on torture prevention activities for the OSCE field missions.

The overall goal of the human rights programme is to contribute to enhanced respect for human rights and fundamental freedoms across the OSCE region. The ODIHR will continue its systematic and thematic monitoring of the key OSCE human dimension commitments.

The ODIHR underlines the importance of adhering to international obligations on human rights and the rule of law when combating terrorism. The ODIHR has highlighted that the right to a fair trial and the prohibition of torture cannot be modulated by the necessity to fight terrorists. We will continue to provide States with assistance and legal and practical advice in this regard. In line with the PC decision last year we are also in the process of compiling and analyzing national legislation on the protection of victims in order to identify best practices.

In anti-trafficking the ODIHR will continue to promote the rights of victims as part of its work in securing a rights-based approach in anti-trafficking responses. We are currently conducting a series of national referral mechanism assessments in a number of countries across the region, countries of origin and of destination, in order to evaluate anti-trafficking structures, policies and practices on the identification of trafficked persons, the protection of rights and their access to justice. There is no doubt that we all have to strengthen our efforts further to effectively curb this modern slavery, to better prevent it and to protect victims more effectively, especially also from being re-trafficked.

We will also carry out the ODIHR's specific mandated function as repository for states of emergency.

In the area of Human Rights Training and Education one focus has been to enhance the professional capacity of civil society to monitor and report on the situation of human rights. We also offer training activities for public officials, including trainings in human rights well as on securing human rights in the fight against terrorism. Pilot-trainings in this area have taken place in Kyrgyzstan and in Austria and we encourage more countries to follow this year.

Allow me now to return to **elections**:

Of all of the ODIHR's mandates and activities, our role in monitoring the implementation of the 1990 Copenhagen commitments for genuine and democratic elections is perhaps the most well-known, and perhaps also the most discussed these days. It is therefore a good opportunity for me to elaborate on this subject. I would also like to underscore the fact that the high level of interest often afforded to our election observation activities, including by the public, is not due solely to the fact that ODIHR is an OSCE institution, but also to the realization of the quality and credibility of election observation provided by ODIHR as an autonomous institution within the OSCE.

The ODIHR serves as the OSCE's focal point for all election-related matters, including election observation, technical assistance and support, and the review of electoral legislation. As I said, OSCE commitments agreed upon by all participating States require them to invite other OSCE States to observe their elections; the ODIHR provides the methodology and coordination framework for such observation.

Each year, the ODIHR deploys thousands of observers to monitor elections throughout the OSCE region in order to assess participating States' compliance with OSCE election-related commitments. In recognition of the fact that an election is not a one-day event, the ODIHR received an enhanced mandate for long-term observation

in 1994. Since 1996, it has implemented a unique and carefully developed methodology that provides a comprehensive insight into all elements of an electoral process: before, during, and after polling day.

The ODIHR fields teams of experts to observe the entire electoral process and to determine whether an election is designed and implemented with respect for the following principles: universality, equality, fairness, secrecy, freedom, transparency, and accountability. Long-term observers, seconded by participating States, are deployed throughout the host country for approximately six to eight weeks to assess the election administration, the political campaign, and election-related human-rights issues. Short-term observers arrive just prior to Election Day, are briefed, deployed throughout the country to observe voting, counting and tabulation procedures, and are debriefed.

The ODIHR analyses its preliminary findings in close co-operation with the OSCE Parliamentary Assembly, from whose ranks the OSCE Chairman-in-Office regularly appoints, upon proposal by your President, a Special Coordinator for the Short-term observation, as well as the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, and the European Parliament, when invited and present. After Election Day, a preliminary statement is issued, normally in the form of a joint statement with those organizations who have deployed within the OSCE/ODIHR framework and who subscribe to the ODIHR election observation methodology. The ODIHR publishes a final election report with recommendations within approximately eight weeks after the completion of the electoral process. Election reports and other documents related to ODIHR election observation are public.

The ODIHR also provides election assistance to participating States, including the review of election-related legislation, advice on specific topics such as effective voter registration, exchange of experience with domestic observer networks, and overall assistance in the implementation of recommendations made in the final election observation report. The ODIHR does not provide election assistance immediately prior to, or during, the election observation period.

In 2005, the OSCE/ODIHR deployed 8 standard OSCE/ODIHR Election Observation Missions (EOMs). The OSCE/ODIHR also deployed two Election Assessment Missions (EAMs), a more limited exercise that examines specific issues and promotes best practices among participating States, including in advanced democracies. In 2006, the ODIHR expects to deploy up to 10 standard OSCE/ODIHR Election Observation Missions and up to 5 Election Assessment Missions. The ODIHR continues to support OSCE field missions through Election Expert Support Missions when full-scale EOMs are not deployed. There has been an increasing interest in ODIHR's possibility to observe referendums, and the ODIHR is willing to discuss and respond to this issue.

Ladies and Gentlemen,

Over the years, the methodology, which the ODIHR has developed, has permitted it to report accurately on the major trends of every election it has observed, and its methodology is world renowned. The methodology is explained in a handbook which we are regularly updating and distributing widely. *[You will find some copies outside.]*

Based on the premise that an election is much more than a one-day event, the ODIHR methodology has moved well beyond the often simplistic, short-term and impressionistic assessments of elections that characterized the pre-1996 period, and which some organizations still engage in, and now attempts to follow the entire election process as much as resources permit, including the way the political contest unfolds, the performance of the election administration, the election campaign and related civil and political rights.

The effectiveness of the ODIHR methodology has not only served the OSCE well, but has been adopted and adapted by certain other organizations, including the European Union. Most recently, the ODIHR experience has been extensively drawn upon to elaborate a Declaration of Principles and a Code of Conduct for International Election Observers under the aegis of UN Secretary General Kofi Annan and endorsed recently in New York by practically all international governmental and non-governmental organizations which are seriously involved in this activity.

While ODIHR's election observation findings may not always make for easy reading for all election stakeholders, it is the duty of the ODIHR to offer realistic assessments of participating State compliance with OSCE commitments. Those participating States who wish to focus attention away from the picture that emerges as a result of ODIHR's independent observation, and onto the photographer, do so at the risk of a continuing cycle of flawed, and potentially fraudulent, elections. While the ODIHR is committed to assisting participating States in realizing their election-related commitments, in order for real progress to be achieved, a commensurate level of political will by the respective participating States, and the will to seriously discuss ODIHR's election findings, must be evident.

In addition to the mechanics I have already described some moments ago, our single standard best practices on election observation can be summed up as follows:

- Full transparency of methodology (described in an official publication), funding (taken from the OSCE core budget), recruitment (based on a database of experts) and reporting (by public needs assessment reports, interim reports, statements of preliminary findings and conclusions, final reports);
- Efficient communications with all election stakeholders in the field which enable us to draw objective conclusions resulting from listening to all sides involved in a potential dispute and
- Political discretion which dictates that we never comment on the political outcome of the election – a rule we have always abided by.
- The OSCE/ODIHR election observation is process oriented and is only interested in election results to the extent that they are reported honestly and accurately, and in a timely and transparent manner.

However, in the course of these missions, we continue to observe a number of trends that raise concerns:

- attempts to limit competition of parties, candidates, and ultimately their ideas, which may result in diminished possibilities for voters' choices;

- refusal of registration and/or de-registration of candidates in unclear proceedings with the potential to impose disproportional sanctions for minor violations;
- misuse of state administrative resources by the incumbent;
- pressure on the electorate to vote in a specific manner;
- media bias, particularly with regard to state-controlled media, in favor of the incumbents;
- election administrations whose composition is not sufficiently inclusive to ensure confidence;
- lack of sufficient voter registration guidelines and safeguards to prevent abuse;
- lack of transparency and accountability during the vote count, the tabulation of the vote and the announcement of results;
- complaints and appeals procedures that do not always permit a timely and effective redress of complaints;
- the introduction of new voting technologies that sometimes lack transparency;
- lack of sufficient will to rectify identified shortcomings.

This last point is of particular concern. While recognizing that substantive and organizational challenges to the implementation of OSCE election-related commitments can occur, the ODIHR has also observed situations where more political will was needed to ensure such implementation. The problem is not only limited to the political will to implement elections in line with OSCE commitments, but we sometimes are confronted with efforts to establish ill-conceived methods in order to engage in deliberate and pre-meditated attempts to influence results. In such cases, modifying the legislative and administrative framework for elections is not sufficient to guarantee elections in line with OSCE commitments. The conduct of democratic elections can only be established and maintained through a genuine political commitment.

Although the OSCE/ODIHR election observation methodology has enjoyed broad support for almost a decade, we recognize that some participating States have, recently, decided to question our approach to this important activity. While the ODIHR stands ready to engage in discussions, or to review if and where operational modalities may be improved, let me state that the ODIHR will not accept that the integrity of its election observation activities be compromised or undermined in any way.

I take very seriously any concerns conveyed to me by participating States with regard to ODIHR's election related activities, and the ODIHR has been in continuing contact with participating States, both individually as well as collectively, on these as on any other of our activities. I am committed to clarifying the facts of ODIHR election observation, and addressing any misunderstandings or misconceptions. But I am also concerned about the possible motivation for some of the issues that have been raised. While the ODIHR welcomes a sincere discussion on its findings, it cannot welcome measures that only serve as a distraction from the real issues of prompt follow-up to ODIHR's recommendations.

Such an exercise, therefore, should not squander the possibility to address the most urgent election-related topic in the OSCE, and that is the implementation of OSCE commitments. As I have already stated last year, the ODIHR is still observing a number of elections in which participating States are not meeting their commitments, or in which manipulation of the election process is attempted. This remains the real election emergency in the OSCE region today, and I thank the PA for the expressed support in this regard.

Already in 1999, participating States agreed "to follow up promptly the ODIHR's election assessment and recommendations". While the ODIHR will continue to its efforts in order to assist States in implementing their commitment to follow-up, the ultimate responsibility in this regard lies on the shoulders of the participating States.

The deployment of ODIHR election observation and assessment missions for 2006 is already well underway, with an assessment mission to the January parliamentary elections in Canada having been completed, and full observation missions currently on the ground for the 19 March presidential election in Belarus and 26 March parliamentary elections in Ukraine.

I encourage you to continue and further develop the strong partnership with us in our common effort to raise awareness of Human Dimension commitments and to ensure their effective realization. In this, our two institutions share objectives and responsibilities. We should strengthen our capacity to share concrete activities in this regard.

Thank you for your attention.

OSCE Assemblée parlementaire de l'Organisation de la Sécurité et la Coopération en Europe

Délégation belge

Assemblée Parlementaire de l'OSCE —
Session d'automne à Sveti Stefan
(7-10 octobre 2005),

Conférence sur la Démocratie et la bonne administration
dans les sociétés multi-ethniques
comme base de stabilité et de sécurité
(7-8 octobre 2005),

Réunion de la Commission permanente
de l'AP OSCE
(8 octobre 2005)

et Forum sur la sécurité et la coopération
dans la Région Méditerranéenne
(9 octobre 2005)

RAPPORT DE MISSION

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE (en abrégé ci-après « AP OSCE ») a organisé du 7 au 10 octobre 2005, à Sveti Stefan (Serbie-Monténégro), une Conférence sur la démocratie et la bonne administration dans les sociétés multi-ethniques, une réunion de la commission permanente et un forum sur la sécurité et la coopération dans la Région méditerranéenne. La délégation belge était emmenée par M. Pieter De Crem (CD&V) qui remplaçait Mme Lizin, présidente du Sénat, en qualité de président de la délégation belge de l'AP OSCE. La délégation se composait par ailleurs du député François-Xavier de Donnea (MR) et des sénateurs Jean-Marie De Decker (VLD) et Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit).

A. Conférence sur la Démocratie et la bonne administration dans les sociétés multi-ethniques (7-10 octobre 2005)

Le président de l'AP OSCE, M. Alcee Hastings, a souligné que la protection et la promotion de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales font intégralement partie des principes démocratiques de base. Mais si les parlementaires peuvent mettre ces principes en œuvre par le biais de lois, en finir simultanément avec les préjugés qui existent au sein des communautés constitue un défi de taille.

Le président du Parlement de Serbie-Monténégro, M. Ranko Krivokapic, a souligné toute l'importance que revêt une bonne entente entre les communautés ethniques et a indiqué qu'en l'occurrence, les responsables politiques ne devraient pas se focaliser sur les seuls problèmes économiques. En ex-Yougoslavie, malgré une économie saine, le nationalisme agressif a déchiré la société.

Des experts ont traité de la question de la bonne administration dans les sociétés multi-ethniques sous divers angles :

M. Massari, ambassadeur et chef de la mission de l'OSCE en Serbie-Monténégro, a fait observer qu'une tension entre les dimensions démocratique et multi-ethnique est perceptible dans les nouvelles démocraties. Les droits des minorités sont automatiquement menacés dans un État constitué de structures

OVSE Parlementaire Assemblée voor de Organisatie van de Veiligheid en Samenwerking in Europa

Belgische delegatie

Parlementaire assemblee van de OVSE —
Herfstsitting te Sveti Stefan
(7-10 oktober 2005),

Conferentie over Democratie en behoorlijk bestuur
in multi-etnische samenlevingen als basis
voor stabiliteit en veiligheid
(7-8 oktober 2005),

Vergadering van de Permanente commissie
van de PA OVSE
(8 oktober 2005)

en Forum over veiligheid en samenwerking
in de Middellandse Zee- regio
(9 oktober 2005)

ZENDINGSVERSLAG

Van 7 tot 10 oktober 2005 organiseerde de Parlementaire assemblee van de OVSE (hierna afgekort als « PA OVSE ») te Sveti Stefan (Servië-Montenegro) een Conferentie over democratie en behoorlijk bestuur in multi-etnische samenlevingen, een vergadering van de permanente commissie en een forum over veiligheid en samenwerking in de Middellandse zee-regio. De Belgische delegatie werd geleid door de heer Pieter De Crem (CD&V), die de Senaatsvoorzitter, mevrouw Lizin, vervangen heeft als voorzitter van de Belgische afvaardiging van de PA OVSE. De delegatie was voorts samengesteld uit het Kamerlid François-Xavier de Donnea (MR) en de senatoren Jean-Marie Dedecker (VLD) en Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit).

A. Conferentie over democratie en behoorlijk bestuur in multi-etnische samenlevingen (7-10 oktober 2005)

De voorzitter van de PA OVSE, de heer Alcee Hastings, beklemtoonde dat de bescherming en bevordering van de etnische, culturele, linguïstische en godsdienstige identiteit van de nationale minderheden integraal deel uitmaken van onze democratische basisbeginselen. De parlementsleden kunnen weliswaar via wetten deze beginselen implementeren, maar het is een grote uitdaging om tegelijkertijd de vooroordelen die onder gemeenschappen leven uit de weg te ruimen.

De voorzitter van het Parlement van Montenegro, de heer Ranko Krivokapic, beklemtoonde het belang van een verstandhouding onder de etnische gemeenschappen en stelde dat de beleidsverantwoordelijken hierbij hun aandacht niet louter op economische aangelegenheden zouden toespitsen. In het voormalige Joegoslavië is het agressieve nationalisme erin geslaagd om — ondanks een gezonde economie — de samenleving te verscheuren.

Meerdere experts hebben de problematiek van het behoorlijk bestuur in multi-etnische samenlevingen vanuit diverse invalshoeken belicht :

Ambassadeur Masari, Hoofd van de OVSE-missie in Servië-Montenegro, wees erop dat in de nieuwe democratieën een spanning is waar te nemen tussen de democratische en de multi-etnische dimensie. In een Staat met zwakke democratische structuren komen de rechten van minderheden automatisch in

démocratiques faibles. Les institutions doivent dès lors être solidement ancrées dans la société, afin que les instruments législatifs — répondant aux normes démocratiques — puissent être utilisés et que des projets d'intégration ou de réintégration des minorités puissent être mis en œuvre. Au-travers de projets concrets, la mission OSCE en Serbie-Monténégro a contribué à renforcer l'entente entre les communautés en Serbie du Sud et en Vojvodine.

M. Schupp, s'exprimant au nom du haut représentant des minorités nationales, a précisé que ce dernier joue un rôle très actif au sein de l'OSCE dans les domaines de la prévention des conflits et de la protection des droits des minorités. Les États de l'OSCE sont tenus de respecter la diversité, de garantir l'égalité des chances et de favoriser l'intégration des minorités en les impliquant dans les structures politiques, économiques et pédagogiques. Lorsque le haut représentant est informé de tensions interethniques dans un État membre de l'OSCE, il intervient comme conseiller et conciliateur pour prévenir un conflit.

On peut citer parmi les initiatives du haut représentant qui ont été couronnées de succès, les actions menées en Serbie pour y examiner les droits à l'éducation des minorités albanaises et en Croatie pour y mettre en œuvre une politique de retour des réfugiés, ainsi que le programme visant à offrir à la minorité albanaise en Macédoine un enseignement supérieur dans sa propre langue.

Selon M. Korac, l'ancien vice-président de Serbie, trois conditions doivent être remplies dans les Balkans pour maîtriser les tensions interethniques et réconcilier les communautés :

- 1) le pouvoir doit être exercé par une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques, sans rapports avec les anciens détenteurs du pouvoir ni liens avec les anciens conflits;
- 2) une relation stable, où l'ethnocentrisme est à proscrire, doit être établie entre les communautés;
- 3) il ne faut pas craindre de prendre ses responsabilités au regard du passé en sanctionnant ceux qui sont à la base des conflits ethniques.

Le député Pieter De Crem (CD&V) a souligné l'importance de la réconciliation dans les anciennes zones de conflit. Cette réconciliation est tout aussi importante que la répression à l'égard des criminels de guerre. La réintégration des membres de la famille des personnes condamnées revêt une importance essentielle. A défaut, il pourrait en résulter de nouvelles tensions. La réintégration des personnes déplacées et des minorités constitue un gigantesque défi dans la région des Balkans, où le cadre nécessaire à cette réconciliation et à cette réintégration est encore souvent inexistant.

M. Wnendt, ambassadeur et membre de la mission de l'OSCE au Kosovo, a précisé le mandat de sa mission qui doit créer les conditions de la mise en place d'une société multi-ethnique durable au Kosovo. Ce mandat vise à rapprocher l'administration du citoyen, en permettant aux petites communautés de conserver leur identité et en promouvant le dialogue et la réconciliation.

L'OSCE a appuyé le développement de l'État de droit au Kosovo en soutenant l'assemblée (1), les autorités locales, les tribunaux et le processus de décentralisation. Force est de constater que la communauté serbe a boycotté les récentes élections et qu'elle est de ce fait insuffisamment représentée au sein de

(1) Pour information, on peut rappeler les initiatives similaires déployées par la Chambre sous l'impulsion de l'UE, avec l'Assemblée nationale française et le Bundestag allemand.

het gedrang. Daarom moeten de instellingen stevig verankerd zijn in de samenleving, zodat het wettenarsenaal — dat aan de democratische standaarden beantwoordt — kan worden geïmplementeerd en projecten tot (re-)integratie van de minderheden kunnen worden opgezet. De OVSE-missie in Servië en Montenegro heeft via concrete projecten de verstandhouding tussen de gemeenschappen weten te versterken in Zuid-Servië en Vojvodina.

Namens de Hoge vertegenwoordiger voor de Nationale Minderheden, legde de heer Schupp uit dat de Hoge Vertegenwoordiger bij de OVSE een zeer actieve rol vervult op het vlak van de conflictpreventie en de bescherming van de rechten van minderheden. De OVSE-Staten moeten de diversiteit respecteren, gelijke kansen verzekeren en naar integratie van de minderheden streven via betrokkenheid in de politieke, economische en pedagogische structuren. Wanneer de Hoge vertegenwoordiger ingelicht is over de interetnische spanningen in een OVSE-lidstaat, treedt hij op als adviseur en bemiddelaar om een conflict te voorkomen.

De tussenkomst van de Hoge Vertegenwoordiger in Servië om de educatieve rechten van de Albanese minderheden aldaar te onderzoeken, zijn interventie om in Kroatië een terugkeerbeleid voor de vluchtelingen te realiseren, alsmede het programma om in Macedonië aan de Albanese minderheid hoger onderwijs in hun eigen taal te verschaffen zijn voorbeelden van acties waar de Hoge Vertegenwoordiger voor de minderheden van de OVSE positieve resultaten heeft bereikt.

Volgens Korac, de voormalige vice-president van Servië, moet in de Balkan aan drie voorwaarden worden voldaan om de interetnische spanningen te beheersen en een verzoening tussen de gemeenschappen te realiseren :

- 1) een nieuwe generatie politici, die geen banden heeft met de vroegere machtshebbers en conflicten, moet het bestuur in handen hebben;
- 2) een stabiele relatie tussen de gemeenschappen, waarin het ethnocentrisme wordt gemedend;
- 3) het verleden recht in de ogen durven kijken door de daders die de etnische conflicten hebben gestuurd te bestraffen.

Kamerlid Pieter De Crem (CD&V) wees op het belang van de verzoening in de vroegere conflictzones. Dit aspect is van even groot belang als de bestrafning van de oorlogsmisdadigers. De reïntegratie van de ontheemden en de minderheden is een grote uitdaging in de Balkan-regio, en een kader om die verzoening en reïntegratie op te starten ontbreekt vaak in de Balkan.

Ambassadeur Wnendt van de OVSE-missie te Kosovo gaf toelichting bij het mandaat van zijn missie dat de voorwaarden moet scheppen voor een duurzame multi-etnische samenleving in Kosovo. Dit mandaat wenst het bestuur dichter bij de burger te brengen, waarbij de kleinere gemeenschappen hun identiteit kunnen bewaren en de dialoog en de verzoening worden bevorderd.

De OVSE heeft in Kosovo de uitbouw van de rechtstaat ondersteund via bijstand aan de assemblee (1), de lokale overheden, de rechtbanken en het decentralisatieproces. Anderzijds stelt men de boycot vast van de recente verkiezingen door de Servische gemeenschap waardoor ze op onvolwaardige wijze

(1) Ter info kan worden herinnerd aan gelijkaardige initiatieven ontplooid door de Kamer onder impuls van de Europese Unie, samen met de Franse Assemblée nationale en de Duitse Bundestag.

l'assemblée. La mission de l'OSCE au Kosovo vise à faire prendre conscience aux citoyens et aux institutions de l'importance des droits de l'homme et des minorités.

Le taux de chômage de la population du Kosovo, principalement composée de jeunes, est estimé à environ 70 %.

M. Wnendt estime que le développement économique au Kosovo peut contribuer à réduire les tensions ethniques et qu'il faut à cette société multi-ethnique, qui est très fragile, un statut politique clair.

Le sénateur Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit) a souligné que l'expérience acquise dans le cadre de l'État fédéral belge peut constituer pour le Kosovo une source d'inspiration. Il se réfère à la « Proposition de résolution relative au statut du Kosovo » qu'il a cosignée. Il faut trouver pour le statut définitif du Kosovo une solution qui n'est envisageable que dans l'hypothèse d'un Kosovo multi-ethnique et démocratique. Le gouvernement serbe est invité à poursuivre les négociations avec Pristina sur le futur statut du Kosovo et il est demandé à la population albanaise du Kosovo de permettre le retour des populations déplacées. Selon M. Lionel Vandenberghe, des signaux encourageants traduisent une volonté de dialoguer.

Un représentant de la Douma (Fédération de Russie) a observé que la communauté serbe du Kosovo vit dans des enclaves protégées par la communauté internationale. La libre circulation des personnes y est restreinte et les Serbes sont en quelque sorte confinés dans une réserve. C'est pourquoi le représentant de la Douma appelle à une grande réticence et à une grande prudence lors des négociations sur le statut du Kosovo.

Pour M. Davidson, ambassadeur et membre de la mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, la Bosnie évolue lentement vers une société multi-ethnique. L'accord de paix de Dayton de 1995 prévoit 4 catégories de citoyens : les Bosniaques, les Croates, les Serbes et les autres communautés. La Bosnie compte trois présidents (un musulman, un Croate et un Serbe) et l'État est subdivisé en trois entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la Republika Srpska, la moitié de la Bosnie contrôlée par les Serbes. Des progrès ont été accomplis sur la voie de l'intégration et d'une nouvelle citoyenneté sous l'impulsion de la communauté internationale. L'accord de Dayton n'appréhende toutefois pas cette citoyenneté dans une perspective globale et se fonde toujours sur des cloisonnements ethniques que les nationalistes entendent maintenir.

L'administrateur international de la Bosnie détient un très large pouvoir et la présence de la communauté internationale en Bosnie amène souvent les citoyens à lui confier trop aisément la gestion des affaires, sans contribuer activement à la construction de l'État. Ainsi, la participation aux dernières élections a été particulièrement faible.

L'économie informelle et la criminalité organisée ne sont pas de nature à favoriser une citoyenneté responsable; la création d'une police unitaire indépendante et la mise en place de médias indépendants se heurtent souvent à l'opposition des groupements nationalistes.

Enfin, M. Davidson a relevé dans le développement institutionnel en Bosnie des tendances centralisatrices. C'est ce qui ressort des tentatives déployées pour créer une police unitaire, dans lesquelles M. Wilfried Martens, ancien premier ministre belge, a joué un rôle, ainsi que des projets relatifs à un service douanier commun. L'ambassadeur a instamment demandé aux hommes politiques bosniaques de mettre en œuvre ces initiatives de la communauté internationale et a formé le vœu de les voir adopter, eux qui n'ont représenté jusqu'ici que leur propre groupe

worden vertegenwoordigd in de assemblee. Voorts streeft de OVSE-missie in Kosovo ernaar dat zowel de burger als de instellingen zich bewust zijn van het belang van de mensenrechten en de rechten van de minderheden.

Naar schatting is bijna 70 % van de Kosovaarse bevolking, die vooral uit jongeren bestaat, werkloos.

Ambassadeur Wnendt is van mening dat de economische ontwikkeling van Kosovo kan bijdragen tot het verminderen van de etnische spanning, en dat deze zeer broze multi-etnische samenleving ook nood heeft aan een duidelijk politiek statuut.

Senator Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit) beklemtoonde dat de ervaringen van de Belgische federale Staat een inspiratiebron kunnen zijn voor Kosovo. De senator verwijst naar een « Voorstel van resolutie betreffende het statuut van Kosovo » dat hij mede ondertekend heeft. Een oplossing voor het eindstatuut van Kosovo moet worden gevonden. Deze oplossing is alleen denkbaar in het kader van een multi-etnisch en democratisch Kosovo. De Servische regering wordt uitgenodigd de onderhandelingen met Pristina over het toekomstige statuut van Kosovo te hervatten, en de Albanese bevolking van Kosovo wordt gevraagd de terugkeer van de ontheemden toe te staan. De heer Lionel Vandenberghe ontwaart enkele veelbelovende signalen die wijzen op de wil tot dialoog.

Een vertegenwoordiger van de Douma (Russische federatie) merkte op dat de Servische gemeenschap in Kosovo in enclaves leeft die worden beschermd door de internationale gemeenschap. Het vrij verkeer van personen kent zijn beperkingen, en de Serviërs leven als het ware in een reservaat. Daarom roept de vertegenwoordiger van de Douma op tot een grote terughoudendheid en voorzichtigheid bij de onderhandelingen over het statuut van Kosovo.

Ambassadeur Davidson van de OVSE-missie in Bosnië-Herzegovina stelde dat Bosnië langzaam vooruit gaat op de weg naar een multi-etnische samenleving. Het Dayton-vredesakkoord van 1995 voorziet in 4 categorieën van burgers: Bosniërs, Kroaten, Serviërs, en de overige gemeenschappen. Er zijn drie presidenten van Bosnië (een Moslim, een Kroaat en een Serviër) en de Staat kent drie entiteiten: de Federatie Bosnië-Herzegovina en de Republika Srpska, de door Serviërs gecontroleerde helft van Bosnië. Onder impuls van de internationale gemeenschap is er vooruitgang op weg naar integratie en nieuw burgerschap. Het Dayton-akkoord beschouwt dit burgerschap evenwel niet vanuit een globaal perspectief en gaat nog uit van etnische opdelingen. De nationalistes willen die etnische opdelingen behouden.

De internationale bestuurder voor Bosnië concentreert veel macht en de aanwezigheid van de internationale gemeenschap in Bosnië noopt er de burgers vaak toe de zaken al te gemakkelijk toe te vertrouwen aan de internationale gemeenschap zonder actief deel te nemen aan de opbouw van de Staat. Zo merkt men dat de opkomst bij de recente verkiezingen bijzonder laag was.

De informele economie en de georganiseerde criminaliteit zijn factoren die een verantwoord burgerschap niet bevorderen en de oprichting van een onafhankelijke eenheidspolitie en een onafhankelijke media botst vaak op verzet van de nationalistische groepen.

Ambassadeur Davidson wees er tot slot op dat de institutionele ontwikkeling in Bosnië een centralistische tendens vertoont. Dit blijkt uit de pogingen voor de opbouw van een éénheidspolitie, waarin de Belgische ex-premier Wilfried Martens een rol speelde, en de plannen voor een gezamenlijke grensdienst. De ambassadeur drong erop aan dat deze initiatieven van de internationale gemeenschap nu door de Bosnische politici zouden worden geïmplementeerd en dat er bij de Bosnische politici, die tot op heden elk hun bevolkingsgroep vertegenwoordigen, een reflex zou

de population, le réflexe de défendre plutôt les intérêts de l'ensemble des communautés de Bosnie-Herzégovine.

Les sessions du 7 octobre 2005 après-midi furent consacrées aux thèmes de «La gouvernance démocratique dans les sociétés multiethniques» et des «institutions et de la protection des minorités».

Le professeur Darmanovic, Doyen de la Faculté des Sciences politiques de l'Université du Montenegro fit un exposé sur le système mis en place au Montenegro. Il s'est attaché à montrer quels mécanismes permettaient de garantir la protection des minorités. Le régime est basé sur la représentation politique proportionnelle et les gouvernements sont des gouvernements de coalition. La formule appliquée pour le calcul des mandats garantit toutefois la participation des minorités au parlement et au gouvernement. Le portefeuille de la protection des minorités est toujours détenu par un ministre issu de la minorité. La minorité albanaise se voit garantir 4 sièges sur 75 au parlement. Il est à noter que seulement 50 % des Albanais votent pour le parti albanais, la moitié des électeurs d'origine albanaise votent pour des partis multi-ethniques. On note le même comportement pour la minorité bosniaque dont une frange importante vote aussi pour des partis multiethniques.

Le Montenegro envisage la tenue d'un référendum sur son indépendance au printemps prochain. Les sondages indiquent que 59,4 % des Monténégrins y sont favorables tandis que 73,4 % des Serbes y sont opposés.

	Pour	Contre	Ne voteront pas	Sans opinion
Monténégrins	59,4	15,8	8,4	16,5
Serbes	3	73,4	13,6	10
Bosniaques	69,4	-	13,9	16,7
Albanais	85,7	-	6,1	8,2
Musulmans	81,7	1,2	3,7	13,4

M. Ayupov, vice-président de la commission des nationalités de la Douma a ensuite brièvement exposé ses visions de la stratégie de la fédération de Russie.

Il a présenté la Russie comme une communauté de peuples et a expliqué que la stratégie majeure de la fédération de Russie visait à concilier les éléments nationaux d'une part et territorial d'autre part. La commission de la Douma dont il est vice-président est chargée de faire des propositions, elle examine actuellement trois lois qui devraient garantir des droits aux peuples minoritaires, il s'agit principalement de se pencher sur le concept de peuples minoritaires autochtones et de leur garantir la protection de leurs ressources naturelles et de leur habitat traditionnel. Un nouveau code forestier est notamment envisagé

M. Ayupov a souligné que la situation démographique de la Russie était en constante évolution en raison d'une part, de l'afflux de nombreux citoyens venant des républiques de l'ancienne URSS et d'autre part, du grand nombre de Russes (25 millions) vivant en dehors de la Fédération de Russie, soulignant que ce dernier point faisait l'objet de débats au Conseil de l'Europe.

Pour M. Ayupov, la commission sur les nationalités a pour objectif de prévenir les conflits, de trouver des solutions mutuellement avantageuses et de faire en sorte que les peuples de la Russie coexistent en un seul État multi-ethnique.

Au cours du débat qui s'ensuivit, le représentant de Monaco souligna la nécessité de favoriser la multi-ethnicité au sein de la jeunesse, de promouvoir la tolérance dès l'école et de veiller à ce que l'enseignement de l'histoire soit objectif.

groeien om eerder de belangen van alle gemeenschappen in Bosnië-Herzegovina, te verdedigen.

De namiddagzittingen van 7 oktober 2005 waren gewijd aan «democratisch regeren in een multi-etnische samenleving» en «instellingen en bescherming van de minderheden».

Professor Darmanovic, decaan van de faculteit Politieke Wetenschappen van de Universiteit van Montenegro gaf een uiteenzetting over het systeem in zijn land. Hij wilde vooral aantonen via welke mechanismen de minderheden beschermd kunnen worden. Er is sprake van evenredige politieke vertegenwoordiging in een systeem van coalitieregeringen. Niettemin garandeert de formule waarmee het aantal mandaten wordt berekend, dat de minderheden vertegenwoordigd zijn in het parlement en de regering. De bevoegdheid voor de bescherming van de minderheden ligt steeds in handen van een minister die zelf tot een minderheid behoort. De Albanese minderheid kan in het parlement rekenen op 4 van de 75 zetels. Opvallend is dat slechts 50 % van de Albanezen stemt voor de Albanese partij en dat de helft van de kiezers van Albanese afkomst stemt voor de multi-etnische partijen. Hetzelfde kiesgedrag valt ook op bij de Bosnische minderheid, waarvan een aanzienlijk deel ook stemt voor de multi-etnische partijen.

Montenegro overweegt in het komende voorjaar een referendum over onafhankelijkheid te houden. Uit de peilingen is gebleken dat 59,4 % van de Montenegrijnen daarvan voorstander is en dat 73,4 % van de Serviërs ertegen is.

	Voor	Tegen	Stemmen niet	Geen mening
Montenegrijnen	59,4	15,8	8,4	16,5
Serviërs	3	73,4	13,6	10
Bosniërs	69,4	-	13,9	16,7
Albanezen	85,7	-	6,1	8,2
Moslims	81,7	1,2	3,7	13,4

De heer Ayupov, ondervoorzitter van de nationaliteitencommissie van de doema, geeft vervolgens kort toelichting bij zijn kijk op de strategie van de Russische Federatie.

Hij stelt Rusland voor als een gemeenschap van volkeren en verklaart dat de strategie van de Federatie er hoofdzakelijk op gericht is nationale en territoriale elementen met elkaar te verzoenen. De doemacommissie waarvan hij ondervoorzitter is, wordt geacht voorstellen te formuleren. Op dit ogenblik bestudeert zij drie wetten die tot doel hebben bepaalde rechten toe te kennen aan de minderheden. Daarbij wordt vooral het begrip «autochtone minderheden» onderzocht en getracht hun de garantie te bieden dat hun natuurlijke rijkdommen en hun traditionele milieu beschermd blijven. Zo is er ook sprake van een nieuw boswetboek.

Daarnaast benadrukt de heer Ayupov dat de bevolkingstoestand in Rusland voortdurend evolueert omwille van de toestroom van burgers uit de voormalige sovjetrepublieken en het grote aantal Russen (25 miljoen) die buiten de Russische Federatie wonen. Hij wijst er ook op dat dit laatste punt momenteel wordt besproken bij de Raad van Europa.

Volgens de heer Ayupov wordt de nationaliteitencommissie geacht conflicten te voorkomen, oplossingen te vinden die voor beide partijen gunstig zijn en ervoor te zorgen dat de volkeren in Rusland kunnen samenleven in één enkele multi-etnische staat.

Tijdens het debat dat hierop volgt, wijst de vertegenwoordiger van Monaco op de noodzaak te streven naar multi-etniciteit bij de jeugd, verdraagzaamheid op school en objectiviteit van de geschiedenislessen.

Un représentant de l'ancienne République yougoslave de Macédoine a présenté la multi-ethnicité et le caractère multi-confessionnel et multi-culturel de la région comme un défi majeur. Il a expliqué que son pays avait développé une législation assurant l'égalité et la non-discrimination des citoyens. Des représentants des différentes minorités siègent au parlement et des lois sont adoptées en matière de culture, d'utilisation des langues, d'usage de symboles nationaux et d'autonomie locale.

Un comité des relations entre les minorités où les différents groupes sont représentés statue en cas de différend. Il a insisté sur le fait que les Albanais ont le droit de s'exprimer dans leur langue au parlement et sont représentés au gouvernement, dans les administrations et les services de police et les forces armées.

Il a mis l'accent sur la création de l'université de l'Europe du Sud-Est où l'enseignement est dispensé en macédonien, en albanais et en anglais rappelant que les Albanais ont droit à un enseignement dispensé dans leur langue et que certains établissements offrent aussi un enseignement en langue turque.

Le représentant de la France, M. Nery, a affirmé que face à la montée des nationalismes et aux velléités indépendantistes, on ne réfléchissait pas assez à la laïcité de l'État.

Le député belge François-Xavier de Donnea a expliqué le fonctionnement du système adopté à Bruxelles où deux communautés linguistiques coexistent: 17 sièges garantis sur 89 à la minorité flamande et répartition de ces sièges dans chaque groupe linguistique selon le système D'Hondt. Il a expliqué que l'originalité du système résidait dans le fait que pour les matières liées à la culture et à la langue, les deux groupes linguistiques de l'assemblée bruxelloise siègent séparément et avaient chacun leur propre exécutif.

Il a présenté cette solution comme une piste de réflexion pour les États qui, comme la région de Bruxelles, ont différents groupes ethniques, culturels ou linguistiques n'habitant pas sur un territoire propre, distinct des autres.

Le représentant britannique a exprimé le dilemme auquel son pays est confronté depuis les attaques terroristes. Selon lui, le concept de multiculturalisme et la politique d'ouverture et de tolérance sont mis en péril en raison de la menace terroriste.

Le représentant ukrainien, M. Bilorus, a déclaré que le problème essentiel des pays multi-ethniques de la région confrontés à la montée des nationalismes résidait dans l'absence de démocratie. Il a déploré que la transition démocratique s'opère trop lentement dans son pays. Il a exprimé son indignation face à des discours démagogiques sur la démocratie mais sans que celle-ci s'implante réellement. Il a estimé qu'il s'agissait là de «démocrature» et non de démocratie et qu'il fallait mettre fin au terrorisme d'État et à la collusion entre les fonctionnaires, les clans et les milieux d'affaires.

Son discours a suscité une réaction de M. Ayupov défendant l'idée que la démocratie doit tenir compte des réalités locales et qu'en Russie, elle doit donc se développer en tenant compte des spécificités de la région.

La parole fut ensuite donnée à l'ambassadeur Paraschiva Badescu (vice-président de la mission OSCE en Serbie-Monténégro et président du Bureau de l'OSCE au Monténégro) pour un exposé sur le cas du Monténégro et au professeur Vucinic sur le modèle constitutionnel des sociétés multi-ethniques.

L'ambassadeur Badescu a souligné la spécificité du Monténégro: seul le Monténégro put échapper au conflit qui fit rage dans la région, en accueillant les réfugiés des zones voisines en conflit tout

Voor een vertegenwoordiger van de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië behoren multi-etniciteit en het multiconfessionele en -culturele karakter tot de voornaamste uitdagingen voor de regio. Hij legt uit dat zijn land een wetgeving heeft uitgewerkt voor gelijkheid en niet-discriminatie van de burgers. Er zetelen vertegenwoordigers van de verschillende minderheden in het parlement en er worden wetten goedgekeurd in verband met cultuur, taalgebruik, gebruik van nationale symbolen en plaatselijke autonomie.

In geval van geschillen ligt de beslissing bij een comité voor de betrekkingen tussen de minderheden, waarin de verschillende groepen vertegenwoordigd zijn. Hij wijst er bovendien op dat de Albanezen het recht hebben zich in hun eigen taal uit te drukken in het parlement en dat zij ook vertegenwoordigd zijn in de regering, de administratie, de politiediensten en het leger.

Hij benadrukt ook de oprichting van de Universiteit van Zuidoost-Europa, waar onderwijs wordt verstrekt in het Macedonisch, het Albanes en het Engels. Daarnaast vermeldt hij dat de Albanezen recht hebben op onderwijs in hun eigen taal en dat sommige instellingen ook onderwijs in het Turks aanbieden.

Volgens de Franse vertegenwoordiger, de heer Néry, wordt in het licht van de opkomst van nationalisme en onafhankelijkheidsdrang te weinig rekening gehouden met de scheiding van Kerk en Staat.

Belgisch Kamerlid François-Xavier de Donnea verklaart de werking van het systeem in Brussel, waar twee taalgemeenschappen samenleven: de garantie van 17 van de 89 zetels voor de Vlaamse minderheid en verdeling van deze zetels volgens het systeem-D'Hondt. Hij legt uit dat het bijzondere aan dit systeem ligt in het feit dat de beide taalgroepen afzonderlijk zetelen voor cultuur- en taalgebonden aangelegenheden en elk hun eigen executieve hebben.

Hij stelt deze oplossing voor als denkspoor voor de landen die net zoals het Brussels Gewest verschillende etnische of culturele groepen en taalgemeenschappen tellen zonder eigen, onderscheiden grondgebied.

De Britse vertegenwoordiger verklaart het dilemma waarmee zijn land wordt geconfronteerd sinds de terreuraanslagen. Volgens hem staan het multiculturalisme en het beleid van openheid en verdraagzaamheid op de helling als gevolg van de terreurdreiging.

De Oekraïense vertegenwoordiger, de heer Bilorus, verklaart dat het hoofdprobleem voor de multi-etnische landen van de regio, die met de opgang van het nationalisme geconfronteerd worden, ligt in de afwezigheid van democratie. Hij betreurt dat de overgang naar democratie in zijn land te langzaam verloopt. Hij is dan ook verontwaardigd over de demagogische uitlatingen over democratie, zonder dat er van democratie echt sprake is. Volgens hem gaat het meer over een soort «democratuur» en is het noodzakelijk een eind te maken aan de staatsterreur en de samenspanning tussen de ambtenaren, de clans en de zakenwereld.

Hierop reageert de heer Ayupov door te stellen dat de democratie rekening moet houden met de plaatselijke toestand en dat zij zich in Rusland dus moet ontwikkelen met oog voor de eigenheid van de regio.

Vervolgens wordt het woord gegeven aan ambassadeur Paraschiva Badescu (ondervoorzitter van de OVSE-missie in Servië-Montenegro en voorzitter van het OVSE-bureau in Montenegro) voor een uiteenzetting over Montenegro en aan professor Vucinic, die het zal hebben over het grondwettelijk model van de multi-etnische samenlevingen.

Ambassadeur Badescu benadrukt de eigenheid van Montenegro: alleen dat land is immers kunnen ontsnappen aan het conflict dat in de regio heeft gewoed, door vluchtelingen uit de naburige

en préservant son caractère multi-ethnique et en protégeant le statut de ses minorités.

L'ambassadeur a dressé le bilan des mesures positives déjà prises au Montenegro ou en bonne voie de concrétisation, avant de décrire les nombreux défis auquel la région doit encore faire face.

La Serbie-Montenegro est sur le point d'engager des négociations en vue de la signature d'un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne. Les normes internationales sont au cœur des critères imposés par l'Union européenne et l'accent est placé sur la stabilisation des institutions garantissant la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et le respect des minorités.

La Constitution du Montenegro (1992) consacre un chapitre (articles 67 à 76) aux droits des minorités: droit à l'identité, à l'utilisation de leur propre langue et de leur alphabet, à l'enseignement dans leur langue, à l'utilisation de leurs symboles nationaux, à une représentation proportionnelle dans les institutions publiques et au sein de l'administration. Une charte constitutionnelle et une charte relative aux libertés et droits civils ont été adoptées en 2003 par la Serbie-Montenegro.

Dès 1998, un ministère en charge des minorités et des différents groupes ethniques avait été créé. Son objectif est de parvenir à l'intégration complète des minorités avec préservation de leurs spécificités linguistiques, religieuses, traditionnelles, historiques et culturelles. Ce ministère travaille en collaboration avec des ONG et également avec l'OSCE qui l'a aidé à concrétiser différents projets notamment des projets relatifs au renforcement des dispositions légales et des institutions en vue d'une meilleure intégration des minorités, à l'amélioration de la situation des personnes déplacées ou encore à la création de centres d'éducation civique et d'information.

Le ministère de l'éducation joue un rôle important pour l'intégration des minorités au Montenegro notamment par l'introduction de cours d'éducation civique obligatoires dans l'enseignement primaire. Le bureau de l'OSCE à Podgorica a aidé à la formation des formateurs.

Le Montenegro a désigné un ombudsman qui a fait des droits des minorités, une priorité.

Enfin, une part des émissions de la chaîne de service public sont obligatoirement des programmes relatifs aux minorités.

Les défis restent nombreux, notamment l'adoption d'une loi sur les minorités et l'éducation civique à l'élaboration de laquelle le haut commissaire aux minorités nationales de l'OSCE et le Conseil de l'Europe ont contribué mais dont l'adoption est retardée par l'absence de consensus politique sur certaines modalités de représentation des minorités. Dès qu'elle sera adoptée, la mise en place de réglementations et d'arrêtés d'application constituera un nouveau défi à relever. La Constitution du Montenegro prévoit (article 76) l'établissement d'un Conseil de la République en charge de la protection et des droits des personnes appartenant aux différents groupes ethniques. Le parlement a créé une Commission des droits de l'Homme et des minorités. Ces deux institutions devront à l'avenir jouer un rôle fondamental dans l'élaboration d'une politique à long terme, d'une stratégie en vue de son application et de plans d'action.

Le professeur Vucinic, quant à lui, a décrit les étapes à franchir par les pays d'Europe du Sud-Est pour parvenir à l'État de droit: adoption et application des normes et conventions internationales et adoption de mécanismes de suivi au niveau international; adoption de toutes les normes internationales en matière de droits

conflictzones op te vangen en tegelijk toch zijn multi-etnische karakter te behouden en het statuut van zijn minderheden te beschermen.

De ambassadeur geeft een overzicht van de positieve maatregelen die al genomen of gepland zijn en beschrijft vervolgens de vele uitdagingen die de regio nog moet aangaan.

Servië-Montenegro staat op het punt onderhandelingen op te starten met het oog op de ondertekening van een stabilisatie- en associatieovereenkomst met de Europese Unie. De internationale normen vormen de kern van de criteria die de Europese Unie oplegt. De nadruk komt daarbij te liggen op de stabilisatie van de instellingen als garantie voor democratie, mensenrechten, de rechtsstaat en respect voor de minderheden.

In de Grondwet van Montenegro (1992) is een hoofdstuk (artikelen 67 tot 76) gewijd aan de rechten van de minderheden: het recht op identiteit, op het gebruik van eigen taal en alfabet, op onderwijs in hun eigen taal, op het gebruik van eigen nationale symbolen, op evenredige vertegenwoordiging in de openbare instellingen en in de administratie. In 2003 voerde Servië-Montenegro een grondwettelijk handvest in, evenals een handvest inzake vrijheden en burgerrechten.

In 1998 werd een ministerie opgericht voor de minderheden en de verschillende volksgroepen in het land, met als doelstelling de minderheden volledig te integreren en daarbij toch hun taalkundige, godsdienstige, historische en culturele eigenheid en tradities te vrijwaren. Dit ministerie werkt samen met NGO's en ook met de OVSE, waarvan het hulp gekregen heeft bij de uitwerking van verscheidene projecten voor de versterking van de wettelijke bepalingen en de instellingen, met de bedoeling de minderheden beter te integreren, de situatie van de ontheemden te verbeteren en centra voor burgerzin en informatie op te richten.

Het ministerie van Onderwijs speelt een belangrijke rol in de integratie van de minderheden in Montenegro, met name door de invoering van verplichte lessen burgerzin in het lager onderwijs. Het OVSE-bureau in Podgorica heeft bijgedragen tot de opleiding van de onderwijzers.

Montenegro heeft een ombudsman aangesteld, voor wie de rechten van de minderheden een prioriteit vormen.

Ten slotte is ook bepaald dat een deel van de uitzendingen van de openbare omroep moet worden voorbehouden voor de minderheden.

Er blijven heel wat uitdagingen bestaan, waaronder de invoering van een wet op de minderheden en de burgerzin. De Hoge Commissaris voor Nationale Minderheden van de OVSE en de Raad van Europa hebben deze wet mee uitgewerkt, maar de uiteindelijke invoering ervan laat op zich wachten, doordat er geen politieke consensus bestaat over bepaalde regels in verband met de vertegenwoordiging van de minderheden. Zodra de wet wordt ingevoerd, zal een nieuwe uitdaging liggen in de uitwerking van reglementering en uitvoeringsbesluiten. De Grondwet van Montenegro voorziet in artikel 76 in de oprichting van een Raad van de Republiek die verantwoordelijk is voor de bescherming en de rechten van inwoners die behoren tot de verschillende etnische groepen. Het parlement heeft overigens een commissie voor de mensenrechten en de minderheden opgericht. Deze beide instellingen zullen een hoofdrol spelen in de uitwerking van een langetermijnbeleid, een strategie voor de toepassing ervan en de nodige actieplannen.

Professor Vucinic beschrijft de stappen die de landen van Zuidoost-Europa moeten zetten om te komen tot een rechtsstaat: goedkeuring en toepassing van de internationale normen en overeenkomsten, goedkeuring van de internationale follow-up-mechanismen, goedkeuring van alle internationale normen met

et de protection des minorités; développement d'une égalité et d'une non-discrimination effectives qui passe par la protection des traditions, des religions et des langues et par l'accès aux médias et l'utilisation de sa langue dans les contacts officiels avec les services publics et non limitée à la sphère privée.

Le professeur Vucinic a plaidé pour des modèles d'autonomie locale et de décentralisation du pouvoir.

B. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (8 octobre 2005)

La Commission permanente de l'AP OSCE s'est réunie le 8 octobre 2005. Elle est composée du président, des vice-présidents, du trésorier et des membres du Bureau des trois commissions générales de l'AP OSCE, ainsi que des présidents des délégations nationales auprès de l'AP OSCE.

Le secrétaire général de l'OSCE, M. Perrin de Brichambaut, a commenté le budget 2006 de l'OSCE, soulignant toute l'importance de l'intérêt que lui manifestent les parlements nationaux. Le budget 2006 tient compte, dans la mesure du possible, des directives définies lors du Conseil des ministres de Sofia et des recommandations de l'AP OSCE et du panel « eminent persons » (la cellule de réflexion pour les réformes au sein de l'OSCE). Deux tiers du budget de l'OSCE sont consacrés à ses activités opérationnelles. Dans la région du Caucase, l'OSCE concentrera plus particulièrement son attention sur le règlement des conflits et sur les mesures de nature à inspirer la confiance dans les zones de conflit gelées. Parallèlement, l'OSCE procède également à l'évacuation des entrepôts militaires et investit dans des projets de bonne administration, de promotion des petites et moyennes entreprises et de sécurité de l'environnement.

La présidente de la délégation de Géorgie a exprimé la déception que lui inspire le manque de volonté politique de la Fédération de Russie de trouver, avec la communauté internationale, une solution aux situations de conflit gelées dans l'espace post-soviétique : les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud (Géorgie). Elle a souligné à ce propos le manque de suivi concernant les résolutions relatives aux « conflits gelés » en Abkhazie et en Ossétie du sud et a suggéré de supprimer l'équipe parlementaire chargée de trouver une solution en Abkhazie si aucun résultat notable n'est enregistré.

M. Kiljunen (Finlande) a rédigé un rapport sur la mission d'observation en Kirghizie. Les élections du 11 juillet 2005 répondaient largement aux normes de l'OSCE, même si certains problèmes se sont posés lors du dépouillement des votes. M. Kiljunen a également commenté les travaux du groupe parlementaire pour la Moldavie qui s'efforce de trouver une solution au problème de la région de « Transnistrie » qui s'est séparée de la Moldavie. L'OSCE pourrait jouer un rôle lors des élections prévues en Transnistrie en décembre 2005/janvier 2006. Selon M. Kiljunen, ces travaux pourront être évalués encore plus avant au cours de la session d'hiver à Vienne qui se tiendra en février 2006.

M. Pieter De Crem (CD&V) a rédigé, en sa qualité de président de la commission du règlement, un rapport sur les travaux de cette commission qui a examiné des propositions visant à rendre plus performantes les instances de l'AP OSCE et plus efficace les assemblées annuelles et à définir de nouvelles règles en vue de la nomination des fonctionnaires dirigeants de l'AP OSCE. M. De Crem formulera également une proposition visant à permettre un meilleur exercice du droit de contrôle parlementaire de l'AP OSCE par la voie de questions écrites adressées au président en fonction. La commission poursuivra l'examen de ces propositions à

betrekking tot de rechten en de bescherming van minderheden, daadwerkelijke gelijkheid en niet-discriminatie dankzij de bescherming van tradities, godsdiensten en talen, evenals de toegang tot de media en het gebruik van de eigen taal in de officiële contacten met de openbare diensten en dus niet enkel in de privésfeer.

Professor Vucinic pleit voor modellen van plaatselijke autonomie en decentralisatie van de macht.

B. Vergadering van de Permanente Commissie van de PA-OVSE (8 oktober 2005)

De Permanente Commissie van de PA-OVSE is op 8 oktober 2005 samengekomen. Ze bestaat uit de voorzitter, de Ondervoorzitters, de penningmeester en de leden van het Bureau van de drie algemene commissies van de PA-OVSE, alsook de voorzitters van de nationale delegaties bij de PA-OVSE.

De secretaris-generaal van de OVSE, de heer Perrin de Brichambaut, gaf een toelichting bij de begroting 2006 van de OVSE. Hij erkende het belang van de interesse van de nationale parlementen voor het OVSE-budget. De begroting 2006 heeft geprobeerd rekening gehouden met de richtlijnen die tijdens de Ministerraad van Sofia waren vastgesteld en met de aanbevelingen van de PA OVSE en het panel van « eminent persons » (een denktank voor hervormingen in de OVSE). De operationele activiteiten van de OVSE nemen 2/3 van het OVSE-budget voor hun rekening. In de Kaukasus-regio zal de OVSE zich inzonderheid toespitsen op conflictenbeslechting en vertrouwenswekkende maatregelen in de bevroren conflictzones. Daarnaast wordt werk gemaakt van het ontruimen van de militaire stockeringsruimten en investeert de OVSE in projecten omtrent behoorlijk bestuur, aanmoediging van de kleine en middelgrote ondernemingen en milieuviligheid.

Het Hoofd van de Georgische delegatie sprak haar ontgoocheling uit over het gebrek aan politieke wil van de Russische Federatie om met de hulp van de internationale gemeenschap tot een oplossing te komen voor de bevroren conflictsituaties in de post-Sovjetruimte: de separatistische regio's Abchazië en Zuid-Ossetië (Georgië). In dit verband wees zij op de gebrekkige follow up die wordt verleend aan de resoluties inzake de « bevroren conflicten » in Abchazië en Zuid-Ossetië, en suggereerde het parlementaire team dat een oplossing zoekt voor Abchazië op te doeken, als geen merkbare resultaten worden bereikt.

De heer Kiljunen (Finland) bracht verslag uit over de waarnemingsopdracht in Kyrgizië. De verkiezingen van 11 juli 2005 beantwoordden in hoge mate aan de OVSE-standaarden, hoewel de stemtelling af en toe op problemen botste. Voorts gaf de heer Kiljunen een toelichting bij de werkzaamheden van de parlementaire werkgroep inzake Moldavië. Deze werkgroep poogt een oplossing te zoeken voor het probleem van de regio « Transnistrië », die zich afgescheiden heeft van Moldavië. In Transnistrië worden in december 2005/januari 2006 verkiezingen georganiseerd waarbij de OVSE een rol zou kunnen spelen. De heer Kiljunen stelt dat deze werkzaamheden verder kunnen worden geëvalueerd in februari 2006 tijdens de winterzitting te Wenen.

De heer Pieter De Crem (CD&V) bracht als voorzitter van de commissie voor het Reglement verslag uit van de werkzaamheden van deze commissie, waar voorstellen werden besproken die ertoe strekken de instanties van de PA OVSE performanter te maken, de jaarlijkse vergaderingen efficiënter te laten verlopen en nieuwe regels te voorzien voor de benoeming van de leidende ambtenaren van de PA OVSE. Tevens zal de heer De Crem een voorstel lanceren om via schriftelijke vragen aan de Chairman-in-office van de OVSE het parlementair controlerecht van de PA OVSE meer vorm te geven. In januari 2006 zal de commissie deze voorstellen

Bruxelles en janvier 2006, pour les mettre aux voix lors de la session d'hiver de février 2006.

Le trésorier de l'AP OSCE, M. Grafstein (Canada), a présenté son rapport, indiquant que les délégations parlementaires ont pour ainsi dire versé scrupuleusement leur cotisation et que l'AP OSCE est strictement restée dans les limites de son budget tout en réussissant à promouvoir efficacement ses activités. La situation financière de l'AP OSCE est saine et l'assemblée dispose de réserves suffisantes.

Le président, M. Hastings, a communiqué à la Commission permanente les propositions pour le thème de la session d'été 2006 à Bruxelles. Les propositions de Mme Lizin, présidente du Sénat de Belgique, sont, d'une part, « État de droit, intégralité territoriale et protection des minorités, ingrédients d'un dialogue au sein de l'OSCE en vue de la prévention et de la solution de conflits », et, d'autre part, « Les relations transatlantiques ».

Le président de la délégation russe a demandé d'être attentif aux nouveaux défis auxquels est confrontée l'OSCE en matière de crime organisé et de traite des êtres humains.

C. Troisième Forum parlementaire méditerranéen (9 octobre 2005)

Le troisième forum euroméditerranéen de l'AP OSCE fut un demi échec dans la mesure où les pays partenaires méditerranéens n'étaient pas représentés. En effet, la date retenue pour le Forum coïncidant avec le début du Ramadan, les pays arabes se sont tous fait excuser. Israël était représenté par une diplomate.

Le président émérite et représentant spécial pour la Méditerranée, M. Bruce George a dit regretter cette situation. Il a également évoqué à la multiplication d'institutions concurrentes s'occupant de la problématique méditerranéenne.

La première partie du programme fut consacrée au thème de la « Dimension méditerranéenne de l'OSCE » et fut surtout marquée par le discours du nouveau Secrétaire général de l'OSCE, M. Marc Perrin de Brichambaut (France).

M. Perrin de Brichambaut a souligné l'importance de l'assemblée parlementaire et du forum parlementaire méditerranéen comme outils permettant de renforcer les liens entre l'OSCE et ses partenaires méditerranéens. Il s'est réjoui de la participation régulière des partenaires méditerranéens aux ateliers, séminaires et différentes conférences organisées par l'OSCE soulignant notamment le succès de l'opération « à ciel ouvert » organisée par la Belgique le 5 juillet 2005 dans le cadre de sa présidence du groupe de contact avec les partenaires méditerranéens.

Faisant référence à la Déclaration de Washington de l'AP OSCE, le secrétaire général a dit partager le point de vue selon lequel la sécurité de l'Europe ne peut se concevoir sans sécurité en Méditerranée. Il s'est réjoui de ce que plusieurs recommandations de l'Assemblée aient été prises en compte lors de la conférence de l'OSCE qui s'est tenue à Rabat sur les migrations et les politiques d'intégration et s'est dit satisfait qu'à trois reprises un partenaire méditerranéen ait accueilli une conférence de l'OSCE.

M. Perrin de Brichambaut a rappelé la gravité de la situation créée par la pression migratoire et le rôle de l'OSCE qui consiste d'une part, à stimuler les pays d'origine à respecter leurs engagements et à corriger les facteurs à l'origine de l'émigration et d'autre part, à encourager les pays de destination à lutter contre l'intolérance, le racisme et la xénophobie.

verder in Brussel bespreken, met het oog op een stemming over de voorstellen tijdens de winterzitting van februari 2006.

De penningmeester van de PA OVSE, de heer Grafstein (Canada), stelde zijn verslag voor. Hij onderstreept dat de parlementaire delegaties hun bijdragen nagenoeg stipt betaald hebben, en dat de PA OVSE strikt binnen haar begroting blijft en tezelfdertijd erin slaagt haar activiteiten op een efficiënte en effectieve wijze uit te dragen. De financiële toestand van de PA OVSE is gezond en de PA OVSE heeft voldoende reserves.

Voorzitter Hastings deelde de Permanente Commissie de voorstellen mee voor het thema van de zomerzitting van 2006 te Brussel. De voorstellen van mevrouw Lizin, voorzitter van de Belgische Senaat, zijn enerzijds « Rechtstaat, territoriale integriteit en minderhedenbescherming, ingrediënten van een dialoog in de OVSE met het oog op het voorkomen en oplossen van conflicten », en anderzijds « De transatlantische betrekkingen ».

Het Hoofd van de Russische delegatie verzocht oog te hebben voor de nieuwe uitdagingen voor de OVSE op het vlak van georganiseerde misdaad en mensenhandel.

C. Derde Parlementair Mediterraan Forum (9 oktober 2005)

Het derde Euromediterraan Forum van de PA-OVSE was een halve mislukking, doordat de mediterrane partnerlanden niet aanwezig waren. De datum van het Forum viel immers samen met het begin van de ramadan, waardoor de Arabische landen zich allemaal hebben laten verontschuldigen. Israël was vertegenwoordigd door een diplomaat.

Emeritus voorzitter en Bijzonder gezant voor het Middellandse-Zeegebied, de heer Bruce George, betreurt deze situatie. Hij verwijst ook naar het steeds grotere aantal instellingen die zich bezighouden met de problematiek van het Middellandse-Zeegebied en elkaar zo voor de voeten lopen.

Het eerste deel van het programma is gewijd aan de mediterrane dimensie van de OVSE. Daarbij valt vooral de toespraak op van de nieuwe secretaris-generaal van de OVSE, de heer Marc Perrin de Brichambaut (Frankrijk).

De heer Perrin de Brichambaut wijst op het belang van de Parlementaire Assemblée en het Mediterraan Parlementair Forum als instrumenten voor de versterking van de banden tussen de OVSE en haar partners in het Middellandse-Zeegebied. Hij verheugt zich over de regelmatige deelname van de mediterrane partners aan de workshops, de studiedagen en de verschillende conferenties van de OVSE en onderstreept met name het succes van de operatie « open luchtruim », die op 5 juli 2005 door België werd georganiseerd in het kader van het voorzitterschap van de contactgroep met de mediterrane partners.

De secretaris-generaal verwijst naar de Verklaring van Washington van de PA-OVSE en onderschrijft het standpunt dat de veiligheid in Europa niet los kan worden gezien van de veiligheid in het Middellandse-Zeegebied. Hij toont zich tevreden dat verscheidene aanbevelingen van de Assemblée in aanmerking werden genomen tijdens de OVSE-conferentie over migratie en integratiebeleid in Rabat en dat een conferentie van de OVSE inmiddels al voor de derde keer plaatsvindt bij een van de mediterrane partners.

De heer Perrin de Brichambaut herhaalt ook de ernst van de situatie als gevolg van de migratiedruk. De rol van de OVSE bestaat erin om enerzijds de landen van oorsprong ertoe aan te zetten hun engagement na te leven en de oorzaken van de emigratie bij te sturen en anderzijds de landen van bestemming te doen strijden tegen onverdraagzaamheid, racisme en xenofobie.

Le Secrétaire général a rappelé que le dialogue est au cœur du processus d'Helsinki et s'est dit partager l'opinion selon laquelle l'OSCE peut servir de cadre au dialogue interculturel avec les pays méditerranéens.

M. Perrin de Brichambaut estime qu'une collaboration est nécessaire entre l'OSCE, les Nations unies (qui ont lancé un programme de dialogue entre les civilisations depuis 1998) et le Conseil de l'Europe, institutions qui ont des centres d'intérêt communs qui peuvent conduire à des synergies.

Le Secrétaire général estime encore que la dimension méditerranéenne de l'OSCE se renforce autour de préoccupations communes telles que le terrorisme, la traite des êtres humains et les migrations. Il a également souligné l'intérêt du futur président en exercice, le ministre De Gucht, pour la lutte contre la criminalité organisée.

Au cours du bref débat qui s'ensuit, ce fut surtout le thème de l'immigration qui fut abordé en raison de l'actualité récente sans doute (reflux des réfugiés en provenance d'Afrique sub-saharienne dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melia).

Les représentants de Malte se sont plaints du manque de politique commune de l'Union européenne en matière de migration. Ils ont expliqué que le phénomène avait pris de telles proportions à Malte qu'il en deviendrait bientôt incontrôlable.

Le représentant espagnol a soutenu son collègue maltais en insistant sur la nécessité d'aider Malte et sur les principes à respecter en matière de contrôle de l'immigration à savoir se conformer au droit humanitaire, n'accepter que l'immigration légale et s'attaquer aux causes principales de ce phénomène que sont le manque de perspective et la pauvreté.

La deuxième partie du programme fut consacrée à la sécurité économique, au commerce et à la coopération dans la région Méditerranée.

M. Jerry Grafstein a dépeint un tableau très sombre de la situation économique au Moyen-Orient : croissance lente, chute des investissements, baisse du niveau de vie, hausse des importations de nourriture et croissance trop lente des exportations soulignant que la situation économique de la région s'est fort détériorée depuis le 11 septembre 2001.

M. Grafstein estime que les dirigeants de ces pays se préoccupent trop peu de la « piste économique » alors que le libre-échange peut contribuer fortement à l'amélioration de leur situation. Il s'est réjoui de la signature d'accords de libre-échange entre les États-Unis et une série de pays de la région, a rappelé que l'Union européenne menait la même politique dans le cadre du Processus de Barcelone tout en regrettant les barrières tarifaires qu'elle impose par la politique agricole commune. Il s'est dit confiant dans les mesures de baisses tarifaires qui seront négociées lors du prochain « round » de négociations de l'OMC.

M. Grafstein a encore déploré l'augmentation des dépenses militaires dans ces pays tandis que les investissements restent trop faibles dans la santé et l'enseignement.

En conclusion, il a demandé qu'un groupe de travail soit créé pour examiner comment les parlementaires peuvent stimuler la conclusion d'accords de libre-échange bilatéraux.

Mme Djurovic, ministre des relations économiques extérieures et de l'intégration européenne du Monténégro a ensuite exposé les lignes de force de sa politique.

De secretaris-generaal herhaalt dat dialoog de kern is van het proces van Helsinki en hij is ook van mening dat de OVSE als kader kan dienen voor de interculturele dialoog met de landen van het Middellandse-Zeegebied.

De heer Perrin de Brichambaut is van oordeel dat de OVSE, de Verenigde Naties (die in 1998 een programma voor de dialoog tussen de beschavingen hebben opgestart) en de Raad van Europa dienen samen te werken. Het zijn immers instellingen met gemeenschappelijke thema's die tot synergieën kunnen leiden.

De secretaris-generaal is daarnaast ook van oordeel dat de mediterrane dimensie van de OVSE haar kracht vindt in gemeenschappelijke aandachtspunten zoals terrorisme, mensenhandel en migratie. Hij wijst ook op de belangstelling van de toekomstige chairman-in-office, minister De Gucht, voor de strijd tegen de georganiseerde misdaad.

Tijdens het korte debat dat erop volgt, wordt vooral gesproken over immigratie, wellicht als gevolg van de recente actualiteit (vluchtelingen afkomstig uit de landen bezuiden de Sahara, die uit de Spaanse enclaves Ceuta en Melilla werden verdreven.)

De vertegenwoordigers van Malta klagen over het gebrek aan gemeenschappelijk beleid van de Europese Unie op het gebied van migratie. Volgens hen is het verschijnsel op Malta zo omvangrijk geworden, dat het binnenkort onbeheersbaar zal worden.

De Spaanse vertegenwoordiger treedt zijn Maltese collega bij en benadrukt de noodzaak om Malta te helpen. Hij wijst ook op de principes die moeten worden nageleefd op het gebied van immigratiecontrole : naleving van het humanitaire recht, stopzetting van illegale immigratie en de strijd tegen de uitzichtloosheid en de armoede, die de hoofdoorzaak van de migratie zijn.

Het tweede deel van het programma was gewijd aan economische veiligheid, handel en samenwerking in het Middellandse-Zeegebied.

De heer Jerry Grafstein schetst een erg somber beeld van de economische toestand in het Midden-Oosten : trage groei, terugval van de investeringen, daling van de levensstandaard, stijging van de invoer van voedsel en te langzame groei van de uitvoer, waaruit blijkt dat de economische toestand in de regio sterk achteruitgegaan is na 11 september 2001.

De heer Grafstein is van mening dat de leiders van deze landen zich te weinig bezighouden met de economische invalshoek, terwijl de vrije handel toch aanzienlijk kan bijdragen tot een verbetering van hun situatie. Hij verheugt zich over de ondertekening van vrijhandelsakkoorden tussen de Verenigde Staten en een aantal landen van de regio. Daarnaast herinnert hij eraan dat de Europese Unie hetzelfde beleid voert in het kader van het proces van Barcelona, maar betreurt hij de tariefbelemmeringen die de EU oplegt in haar gemeenschappelijk landbouwbeleid. Hij heeft vertrouwen in de maatregelen voor tariefdaling, waarover onderhandeld zal worden tijdens de volgende « round » van de WHO.

De heer Grafstein vindt het ook jammer dat de militaire uitgaven in deze landen stijgen, terwijl er nog steeds te weinig wordt geïnvesteerd in gezondheid en onderwijs.

Tot slot vraagt hij de oprichting van een werkgroep die moet onderzoeken hoe de parlementsleden het afsluiten van bilaterale vrijhandelsakkoorden kunnen bevorderen.

Mevrouw Djurovic, minister voor buitenlandse economische betrekkingen en Europese integratie van Montenegro zet vervolgens de krachtlijnen van haar beleid uiteen.

Augmentation du commerce et des échanges par le biais de l'adhésion à l'OMC qu'elle espère se voir concrétiser, mise en place d'un réseau de traités de libre-échange, dispositions fiscales et douanières, accord multilatéral à plus long terme portant sur les biens et services.

Elle a souligné que le Montenegro avait renforcé ses relations économiques bilatérales avec ses voisins, particulièrement avec l'Albanie et espérait augmenter ses échanges avec l'Union européenne. Elle a reconnu pouvoir difficilement évaluer la durée du processus de négociation pour aboutir à un accord de libre-échange avec l'UE.

M. Drljevic a brièvement évoqué l'initiative adriatique-ionnienne dont l'objectif est d'améliorer les indicateurs économiques dans le Bassin adriatique où les liens de coopération ont surtout été bilatéraux jusqu'à présent. Une rencontre a lieu chaque année avec des experts, organisée sous forme de 6 tables rondes dont l'objectif est d'approfondir la coopération régionale.

Divers progrès ont été enregistrés dans les domaines de la coopération interuniversitaire, de la création d'un réseau de PME, de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et du patrimoine.

Un forum parlementaire regroupant 15 pays de la région se réunit aussi tous les ans pour stimuler la coopération.

Le forum parlementaire méditerranéen s'est clôturé par un large débat sur la sécurité dans la région de la Méditerranée. Dans son introduction, M. Bruce George a plaidé pour une aide internationale plus importante pour permettre aux pays partenaires méditerranéens de développer leur économie et la démocratie. Il a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la situation et le rôle des femmes dans ces pays. Il a insisté sur le fait que nos modèles de démocratie ne sont pas transposables tels quels et que ces pays doivent développer leur modèle démocratique en tenant compte de leurs traditions.

Le représentant de l'Italie a fait une déclaration très critique sur le Hamas insistant sur le fait que l'on ne peut nouer des liens avec une organisation terroriste et antisémite.

Le représentant de Chypre a dit espérer qu'une solution rapide pourrait intervenir à Chypre en dépit du rejet par la majorité du plan Onusien. Il a dit que la volonté de coopération entre les parties augmentait. M. Bruce George a exprimé le souhait qu'une solution puisse être trouvée avant l'adhésion de la Turquie.

La diplomate israélienne a déclaré que l'aide internationale pour tenter d'aboutir à la solution du conflit était appréciée. Elle estime que la participation du Hamas aux élections ne peut s'envisager que s'il se transforme en parti politique, est désarmé et reconnaît l'existence d'Israël.

Le représentant de l'Ukraine a plaidé pour qu'on envisage la Méditerranée dans un sens large, souhaitant qu'on n'exclue pas des pays comme le sien qui souhaitent contribuer à la coopération.

Le sénateur Lionel Vandenberghe (SPA) a déclaré que le retrait de Gaza ne pouvait constituer qu'un premier pas, rappelant les résolutions des Nations unies demandant le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967. Il a poursuivi en rappelant que la colonisation était illégale aux termes de la convention IV de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et qu'Israël n'avait pourtant cessé d'implanter de nouvelles colonies. Rappelant encore que la Cour internationale de Justice de La Haye avait condamné la construction du mur, il a invité la communauté internationale à rester attentive à l'application des résolutions de l'ONU et de la feuille de route.

Versterking van de handel en de contacten door toetreding tot de WHO, zoals zij graag zou zien gebeuren, opbouw van een netwerk van vrijhandelsverdragen, belasting- en douaneregels en een multilaterale langetermijnovereenkomst inzake goederen en diensten.

Zij benadrukt dat Montenegro zijn bilaterale economische betrekkingen met zijn buurlanden, in het bijzonder Albanië, heeft versterkt en hoopt bovendien haar contacten met de Europese Unie te intensiveren. Zij geeft toe dat ze moeilijk kan inschatten hoe lang de onderhandelingen zouden duren om te komen tot een vrijhandelsakkoord met de EU.

De heer Drljevic verwijst kort naar het Adriatisch-Ionisch initiatief, dat streeft naar een verbetering van de economische indicatoren in het Adriatisch gebied, waar tot nog toe vooral sprake is geweest van bilaterale samenwerking. Er vindt elk jaar een ontmoeting plaats met experts, in de vorm van 6 rondetafelgesprekken die tot doel hebben de regionale samenwerking te verdiepen.

Er is heel wat vooruitgang geboekt op het gebied van de samenwerking tussen universiteiten, de oprichting van een KMO-netwerk en de bescherming van het milieu, de natuurlijke rijkdommen en het erfgoed.

Daarnaast komt jaarlijks ook een parlementair forum met 15 landen van de regio samen om de samenwerking te stimuleren.

Het Euromediterraan Parlementair Forum werd afgerond met een uitvoerig debat over de veiligheid in het Middellandse-Zeegebied. In zijn inleiding pleit de heer Bruce George voor een versterking van de internationale hulp aan de partners rond de Middellandse Zee, om hun de kans te bieden hun economie en democratie verder uit te bouwen. Hij benadrukt de noodzaak om de situatie en de rol van de vrouwen in deze landen te verbeteren. Daarnaast drukt hij er ook op dat onze modellen van democratie niet zomaar kunnen worden overgezet en dat deze landen hun eigen democratische model dienen te ontwikkelen met respect voor hun tradities.

De vertegenwoordiger van Italië geeft een erg kritische verklaring over Hamas en stelt dat het onmogelijk is banden aan te knopen met een terroristische en anti-joodse organisatie.

De vertegenwoordiger van Cyprus hoopt op een snelle oplossing voor zijn land ondanks de verwerping van het VN-plan door de meerderheid. Volgens hem groeit de bereidheid tot samenwerking tussen de partijen. De heer Bruce George hoopt op een oplossing vóór de toetreding van Turkije.

De Israëliische diplomate verklaart dat de internationale hulp in de pogingen om het conflict op te lossen, gewaardeerd wordt. Volgens haar mag Hamas enkel deelnemen aan de verkiezingen als het verandert in een politieke partij, de wapens afzweert en het bestaan van Israël erkent.

De Oekraïense vertegenwoordiger pleit ervoor het Middellandse-Zeegebied heel breed te zien en hoopt dat landen die willen meewerken, waaronder ook Oekraïne, niet worden uitgesloten.

Senator Lionel Vandenberghe (SPA) verklaart dat de terugkeer uit Gaza slechts een eerste stap kan zijn en verwijst daarbij naar de resoluties van de Verenigde Naties, waarin al sinds 1967 wordt gevraagd dat Israël zich terugtrekt uit de bezette gebieden. Hij voegt eraan toe dat de kolonisatie onwettig is volgens de Vierde Conventie van Genève betreffende de bescherming van burgers in oorlogstijd en dat Israël desondanks nooit is gestopt met de bouw van nieuwe nederzettingen. Hij herinnert er ook aan dat het internationaal gerechtshof in Den Haag de bouw van de muur veroordeeld heeft en roept de internationale gemeenschap op attent te blijven voor de toepassing van de VN-resoluties en het Stopplan.

Les références de cette réunion peuvent être obtenues auprès du secrétariat de la Chambre de la délégation belge de l'AP OSCE — M. Roeland Jansoone, tél. 02 549 80 93, adresse électronique : roeland.jansoone@dekamer.be ou auprès du secrétariat du Sénat de la délégation belge de l'AP OSCE — Mme Françoise Themelin, tél 02 501 74 92, adresse électronique : ft@senate.be.

De referaten van deze bijeenkomst kunnen opgevraagd worden bij het Kamersecretariaat van de Belgische OVSE-delegatie — de heer Roeland Jansoone, tel. 02 549 80 93, e-mail : roeland.jansoone@dekamer.be of bij het Senaatssecretariaat van de Belgische OVSE-delegatie — Mevr. Françoise Themelin, tel. 02 501 74 92, e-mail : ft@senate.be